

Le libertaire

Redaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20°)
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"
FRANCE : Un an... 22 fr. Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr. Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5 fr. Trois mois... 7 fr. 50
Chèque postal : N. Faucier 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

UNE DANGEREUSE FUMISTERIE : LA FRATERNISATION

LORSQUE nous disons que les bolchevistes sont les plus grands agents de désorganisation ouvrière et que, avec tous leurs mots d'ordre de surenchère et de démagogie, ils ne font qu'empêcher ou retarder toute action décisive du prolétariat, il se trouve quelques camarades qui nous reprochent de faire de l'exagération sectaire.

Certes, nous n'avons aucune sympathie particulière pour les organismes réformistes qui se mettent à la remorque des Boncour et autres Jouhaux. Nous savons le rôle odieux joué par ces organismes en ce qui concerne la guerre, la S. D. N. et la mobilisation. Nous nous attendons à les voir entrer dans les Conseils du Gouvernement et à prendre en mains les intérêts de la société capitaliste menacée par ses propres agissements. Le parti socialiste et la C. G. T. — surtout depuis 1914 — sont complètement disqualifiés, et il n'est plus un seul ouvrier révolutionnaire qui prenne au sérieux les affirmations pacifistes et lutte de classe de ces deux succursales du parti radical-socialiste.

Seulement, nous disons que, justement de par le rôle équivoque joué par ces deux groupements, ils ne sont plus d'un grand danger pour le prolétariat révolutionnaire parce qu'on sait qu'ils sont et ce qu'ils veulent. Et chaque jour amène une nouvelle preuve de leur attachement indéfectible à ce bloc des gauches qui doit les mener au pouvoir de concert avec les radicaux et les républicains socialistes.

On sait maintenant que le parti socialiste et la C. G. T. (au moins dans leur grande majorité) sont partisans de la défense nationale, de la collaboration des classes, de l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail, des assurances sociales et de toute réforme qui peut, par son application, éloigner ou supprimer le mouvement libérateur de la classe ouvrière.

Aucun ouvrier révolutionnaire ne se laisse donc plus prendre aux appels de ces deux organisations, et si, dans la C. G. T., il y a encore des éléments très actifs, nous savons que ceux-là sont restés ou rentrés dans la Confédération pour combattre l'œuvre néfaste des dirigeants actuels de cette centrale et pour essayer de redonner au mouvement syndical sa vigueur révolutionnaire que les renégats de 1914 lui ont fait perdre.

Tandis que le parti bolcheviste et la C. G. T. U. continuent à tromper une foule d'ouvriers qui se laissent encore prendre aux mots d'ordre prétendus révolutionnaires et croient, en toute bonne foi, que dans ces deux maisons il n'y a que des révolutionnaires sans peur qui veulent instaurer une société prolétarienne en lieu et place de la société bourgeoise que nous subissons.

Et les militants à la solde de Moscou mènent une grande activité, organisent meetings sur meetings, grèves sur grèves, inondent la France de publications de toutes sortes, créent sans relâche des groupements divers : sportifs, artistiques, militaires, jeunesse, etc., dans lesquels la besogne de bourrage de crânes est faite de main de maître.

Nulle organisation politique n'avait encore causé autant de mal à la classe ouvrière. Nulle ne put accomplir aussi magistralement la démolition et la ruine du mouvement révolutionnaire. Depuis 1920, le parti bolcheviste français a plus accompli pour la bourgeoisie que cette bourgeoisie n'eût espéré accomplir elle-même. Démolition des syndicats, des coopératives, des syndicats de locataires, de l'A. R. A. C., de la F. O. P. Le mot d'ordre du P. C. à ses militants était : « Entreprennez la conquête des groupements desquels vous faites partie. Et si vous voyez que vous n'arrivez pas à dominer, désorganisez par tous les moyens. »

Et tous les moyens furent employés : l'injure la plus grossière, les calomnies les plus criminelles furent mises à contribution pour déchaîner la haine entre les ouvriers. Les feuilles appartenant au P. C. ou à ses succursales ne sont que des ramassis d'accusations fausses, d'insinuations jésuitiques, de comparaisons sibyllines et malveillantes. Tous ceux qui ne voulaient pas se plier aux ukases du Kremlin y passèrent.

Cela se termina parfois tragiquement : témoins Clos et Poncet assassinés en 1923 à la Grange-aux-Belles par les fanatiques de la Faucille et du Marteau.

Et pas un jour ne se passe sans qu'on ne lise dans l'Humanité quelque gentillesse dans ce genre : « Les anarcho-sindicalistes à la solde du patronat. La trahison des autonomes. » Mais n'allons pas plus loin dans leur boîte à ordures. Nous savons que les communistes sont passés maîtres en ce genre d'exercice.

Seulement, le plus triste, c'est qu'il se trouve des ouvriers sincères qui se laissent prendre à ces infamies. Parce que nous ne voulons pas obéir aux mots d'ordres fantaisistes, parce que nous ne voulons pas nous prêter à la besogne de démagogie et de bluff, parce que nous nous refusons à nous faire les complices des manœuvres dangereuses et criminelles des stipendiés de Moscou, il est des ouvriers qui, sur la foi

des articles bien rémunérés des porte-plumes de Staline, s'imaginent que nous sabotons le mouvement révolutionnaire et que, par sectarisme envers le P. C., nous empêchons la manifestation unanime de révolte du prolétariat.

Eh bien ! il est temps de démasquer les « jésuites rouges » et de faire comprendre au prolétariat que tous les mots d'ordre que font circuler les agents du Kremlin sont des mots d'ordre contre-révolutionnaires, que les véritables agents de désagréation ouvrière, que ceux qui se font les plus efficaces agents de la réaction policière sont justement ceux-là mêmes qui n'ont cessé de discréditer tous leurs adversaires de tendance.

Parmi les bluffs les plus dangereux et les surenchères les plus criminelles, le mot d'ordre de la fraternisation a déjà à son actif un nombre incalculable de victimes.

Combien sont-ils dans les prisons, dans les bagnes militaires, en Guyane même, de ces pauvres petits gars qui ont voulu appliquer ce mot d'ordre ressuscité de l'hérésie ! Il y eut même, pendant l'offensive marocaine, des soldats qui furent condamnés à mort pour avoir suivi cette consigne aussi absurde qu'inutile.

Dans le prochain numéro, nous démontrerons que la fraternisation en cas de guerre est insoutenable, inefficace et qu'elle ne peut servir qu'à grossir le nombre des victimes de la répression.

A cette tactique dangereuse, nous opposons la tactique saine, et seule vraiment capable d'empêcher la guerre : celle de la grève générale.

Et nous verrons quels sont les auxiliaires de la réaction.

Louis LOREAL.

Pour la lutte contre les expulsions administratives

L'expulsion administrative est plus que jamais à l'ordre du jour dans ce pays où l'arbitraire policier se donne libre cours. Il faut que nous cessions d'assister indifférents au départ de camarades dont le seul crime est d'être nés de l'autre côté de la frontière française.

Nous avons annoncé dans notre précédent numéro, que nous tenons à la disposition des groupes et des camarades, des affiches pour l'organisation, en province, de meetings contre l'expulsion administrative.

Ces affiches (format double-colombier) sur lesquelles on n'aura qu'à apposer le timbre et la bande annonçant le jour, le lieu de la réunion et les orateurs, seront laissées au prix de 0 fr. 60 chacune.

Après Angers et Trélazé, où viennent d'avoir lieu deux meetings, la fédération parisienne organise une série de réunions dans la banlieue sur ce sujet. Coursan et Narbonne nous font également leurs commandes d'affiches. Béziers et d'autres villes du midi vont suivre, ainsi que dans le reste du pays.

Il faut que notre campagne de protestation s'amplifie ; nous comptons, pour cela, sur l'appui de tous les camarades.

Qu'ils nous écrivent donc dans le délai le plus bref. Nous pourrions leur fournir un orateur de Paris et toutes indications utiles à ce sujet.

Lettre ouverte à nos Lecteurs

Compagnons,

Vous avez certainement examiné avec attention les explications que nous avons fournies dans les deux précédents numéros sur la nécessité d'améliorer notre situation financière.

Vous avez également reconnu la justesse de nos réflexions, lorsque nous disions que la vente au numéro, nécessitant le recours aux intermédiaires, nous était préjudiciable. Tandis que nous exposions comment l'abonnement au journal était pour vous avantageux, de même qu'il nous permettait par les économies ainsi réalisées de grossir notre budget.

Et qu'avez-vous alors conclu ? Très probablement que votre attachement à notre journal et la nécessité de le faire vivre et prospérer ne vous permettraient pas d'attendre plus longtemps pour vous y abonner.

Vous vous êtes en outre promis de faire autour de vous la propagande nécessaire pour lui recruter des abonnés nouveaux.

Puis vous êtes allés vous coucher en remettant l'exécution de votre projet au lendemain, puis au surlendemain...

C'est pourquoi, hélas, comme pour Anne, nous ne voyons rien venir, ou si peu que mieux vaut ne pas en parler.

Il convient cependant que nous insistions sur l'urgence de votre décision, car c'est pour notre journal une question de vie ou de mort et vous n'êtes pas sans avoir réfléchi sérieusement au vide que créerait sa disparition.

Si donc vous l'avez assez, tel qu'il est, avec toutes ses imperfections, et que vous jugiez utile qu'il continue à vivre, remplissez sans tarder le bulletin d'abonnement que nous avons composé à votre intention en quatrième page, puis découpez-le et renvoyez-le à notre administrateur.

Ce faisant vous aurez accompli une besogne utile.

N. FAUCIER.

C'est un de ces faits-divers auxquels on ne consacre que quelques lignes à la quatrième page des journaux. Il n'a rien, en effet, pour exciter l'attention du public : ce n'est ni un grand drame passionnel, ni un de ces assassinats raffinés qui mettent en vedette ressortissants d'asiles et bourgeois corrompus.

C'est un drame de la misère, un drame humain.

Un ménage de travailleurs qui compte déjà un enfant envisage avec effroi la perspective d'une nouvelle bouche à nourrir. Un second enfant amènerait la gêne, voire la misère. Aussi, en accord avec sa femme, l'homme tente-t-il de la faire avorter. Les manœuvres n'ont pas réussi ; la femme est morte et le mari s'est tué. Telle est cette simple histoire.

Si l'un et l'autre étaient encore vivants, on les aurait traités, sans doute devant les tribunaux et sévèrement condamnés. Car la « Justice » n'est pas tendre pour ces sortes de délits qui devraient pourtant porter à l'indulgence en raison de leur universalité.

Combien en effet, parmi ces austères représentants de la vertu et de la loi n'ont pas été, dans le privé, sinon les instruments du moins les complices de semblables procédés ?

La bourgeoisie, qui ne possède pourtant pas d'ouïsses solides raisons que les prolétaires pour restreindre sa natalité, sait fort bien prendre à ce sujet les précautions voulues et ce n'est pas par simple effet du hasard que les familles nombreuses se rencontrent surtout parmi la classe ouvrière et chez ses représentants les moins éduqués. Les classes aisées usent hypocritement de ces mesures que la loi interdit, mais alors elles ont recours à des compétences dont les honoraires fabuleux payent la discrétion en même temps que les services. Les femmes prolétaires, elles, dont le médecin habituel est celui de l'hôpital, en sont réduites à se confier aux soins des charlatans à prétentions modestes, ou simplement à ceux de leurs voisines, de leur mari ou de leur compagnon ; il n'est même pas rare que certaines se fassent avorter elles-mêmes.

Naturellement des instruments de fortune utilisés pour la circonstance et l'incapacité des opérateurs, risquent souvent d'entraîner la mort, et presque toujours l'infirmité. Ainsi, l'opération, qui, pratiquée par un spécialiste dans les conditions d'hygiène nécessaires, est sans danger, devient pour les travailleurs particulièrement redoutable et susceptible de déterminer des suites funestes. Tout cela, parce que la loi condamne l'avortement. Criminelles les manœuvres abortives ? Est-ce parce qu'il est criminel de donner la mort à un être humain ? Quelle dérision dans la Société, où nous vivons.

D'ailleurs, personne ne s'y trompe : le prétendu respect de la vie humaine ne sert qu'à cacher le souci des classes dirigeantes de ne pas voir diminuer leur cheptel à usure, à bordel et à charnier.

En tous cas, l'est-il pas moins criminel de sacrifier un embryon plutôt qu'une vie d'adulte ? Là est toute la question. Car aucune mesure légale, aussi draconienne qu'elle puisse être n'empêchera l'avortement. C'est par milliers qu'il se pratique annuellement en France, cependant que les cas enregistrés par les tribunaux se montent juste à quelques centaines. Tous les jours, les hôpitaux sont obligés d'hospitaliser des malheureuses dont l'état, à la suite d'une fausse-couche « accidentelle » nécessite un curetage urgent.

Les autorités le savent : il leur faudrait agrandir leurs ergastules pour y loger toutes les « coupables ». La loi, sur ce terrain encore, n'a aucune valeur préventive. Son abolition n'entraînerait pas un avortement de plus et pourrait sauver par contre un nombre appréciable de femmes, dont la plupart sont déjà mères de famille.

Le décret qui oblige l'avortement à se pratiquer clandestinement est donc, non seulement une infamie puisqu'il condamne les non privilégiées de la fortune à se faire estropier par des ignorants, mais aussi un mauvais calcul car il ne sert qu'à étendre le champ de la mortalité.

Mauvais calcul également que celui qui punit la diffusion des méthodes anti-conceptionnelles ; elles sont pourtant le meilleur remède contre la fréquence des avortements.

Heureusement, en dépit de tous les articles du Code, la théorie de la génération consciente commence à pénétrer les masses ouvrières et à y trouver ses meilleurs adeptes. Les travailleurs conscients sont de moins en moins des machines à produire, ils ne veulent un enfant au monde que s'ils sont sûrs de pouvoir l'élever.

Lucile PELLETIER.

AUX ASSISES DE LA SEINE

LE PROCÈS DU FASCISME

Les jurés de la Seine ont à se prononcer sur le cas de l'ouvrier italien Serge di Modugno qui tua le consul Nardini.

En réalité, ce n'est pas Modugno qui tua le comte Nardini, l'assassin c'est le fascisme lui-même, c'est l'odieux régime que seuls peuvent magnifier les pires ennemis de l'intelligence et de la liberté humaines.

C'est donc le procès du fascisme qui se déroule actuellement et, seuls les esprits rétrogrades, les gens de presse stipendiés par l'ambassade italienne — et ils sont nombreux — toute la tourbe infecte des réactionnaires, de l'Ami du Peuple au Journal peuvent essayer de donner le change en vantant les mérites de l'agent fasciste disparu.

Résumons brièvement la douloureuse odyssée de Serge di Modugno.

Dans son village de Cérignole où il exerçait la profession d'ouvrier agricole, di Modugno vivait péniblement du produit de son labeur, dur et ingrat s'il en fut, aux côtés de sa femme et de son enfant. Il adorait l'une et l'autre. Survinrent les brutes en chemises noires qui prétendirent lui faire endosser leur dégradant uniforme.

Serge di Modugno, nature droite et fière se refusa à subir l'outrageante humiliation. Les conséquences de cette indépendance ne se firent pas attendre. Arrêté à plusieurs reprises sans la moindre raison, cruellement martyrisé, di Modugno dut fuir l'enfer fasciste. Sa femme et son enfant, n'avaient pu le suivre. Il en conçut un chagrin mortel et, une fois en France n'eut plus qu'une pensée, faire venir près de lui les êtres chers. Il comptait, sans la sauvagerie immonde des séides de Mussolini qui ne craignent pas d'exercer leur vengeance sur des êtres innocents et sans défense : une femme et un enfant, coupables d'être la femme et l'enfant d'un proscrit. Il faut reculer bien loin dans l'histoire du monde pour trouver des exemples d'une telle barbarie.

Di Modugno multiplia les démarches, il envoya à sa femme tous les papiers nécessaires pour obtenir un passeport ; peine perdue.

Le 6 septembre, la malheureuse écrit ces phrases si poignantes dans leur tragique simplicité : « Hier soir, j'ai envoyé la lettre à Lucio. Il ne peut rien pour moi. Je suis condamnée à rester loin de toi cinq ou six ans au moins. Je pense par moment devenir folle... A NOUS LA DESTINÉE SANS PAIN ET LE SOMMEIL SUR LES MARCHES... »

Le 12 septembre, di Modugno, désespéré décide de faire une dernière tentative, il veut voir le Consul Nardini qui l'éconduit... et, c'est le drame.

Ce n'est pas sur le comte Nardini qu'a tiré di Modugno, mais sur le régime, honte de l'humanité dont il était le représentant.

« Lâche assassinat, sans raison ni motif », écrit l'un des larbins de M. Coty qui gagne ainsi sa sportule malodorante, et

qui s'essaye à une ironie d'un goût douteux sur le malheureux proscrit.

La plupart des grands journaux se montrent dans l'exposé des faits et les comptes rendus des audiences, d'une aussi écœurante lâcheté.

L'Humanité, en adressant à di Modugno toute sa sympathie, ce qui est très bien, semble regretter « qu'il n'ait pas encore acquis la claire conscience de ses intérêts de classe, la fermeté politique et la froide ténacité du prolétariat révolutionnaire qui abattra la dictature fasciste ». Ce sont là de bien pauvres mots, et combien inutiles.

En général, la presse de gauche est favorable à l'accusé et dénonce les procédés du fascisme.

Dans le Quotidien, Pierre Bertrand termine ainsi un courageux article :

« Il ne devait pas frapper, dit-on. Devait-on l'acculer à ce geste tragique ?... »

Au surplus ne faut-il pas tenir compte pour apprécier l'infamie de ses persécuteurs, qu'à la suite de son acte, Mme di Modugno a été arrêtée sur l'ordre du gouvernement italien, condamnée à cinq ans de déportation et transférée de l'île de Lipari à l'île de Ponza QUI EST LA PLUS INSALUBRE DES ÎLES DE DÉPORTATION ? »

Elle y vit avec son enfant. Ou peut-être, elle est morte.

On ne sait pas, on n'a plus de nouvelles. Est-ce que les hommes qui usent de telles représailles envers des innocents ont le droit de demander à des hommes civilisés de se venger à leur tour ?

Nous posons, écrit Pierre Bertrand, la question au jury de la Seine. Nous la posons à notre tour à tous les hommes d'esprit libre et de cœur généreux pour qu'ils luttent avec nous contre le fascisme lâche et assassin.

A l'heure où nous mettons en page, le verdict n'est pas encore rendu. Nous voudrions croire que, les jurés de la Seine comprendront les mobiles qui ont fait agir Serge di Modugno, et que le réquisitoire que ne manqueront pas de prononcer les défenseurs, M^{rs} Henry Torrès et Lazurick, contre le régime de boue et de sang qui a poussé di Modugno à son geste tragique, sera entendu et portera ses fruits.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

Il est différents moyens de soutenir notre journal :
En versant à la souscription.
En lui trouvant des dépositaires et des lecteurs.
Le meilleur est de s'y abonner.
Camarade, n'attends pas plus longtemps, envoie-nous ton abonnement.

SAMEDI 1^{er} DÉCEMBRE 1928

à 20 h. 30 à "LA BELLEVILLOISE"

Salle Lénine, 23, rue Boyer (Métro-Martin-Nadaud)

GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE

AU BÉNÉFICE DU "LIBERTAIRE"

Avec le concours assuré de :

Mmes REINE DERNYS, JANE MONTEIL (de la Muse Rouge) ; SIMONE FREGYL (de la Chanson de Paris).

MM. SIGRIST, COLADANT (de la Muse Rouge) ; FELIX GIBERT (de l'Odeon) ; du ténor SEPSEY ; des poètes chansonniers : PIERRE SIMON-MEROP (de la Chanson de Paris) ; DOMINUS, LOUIS LOREAL ; et du poète berrichon JACQUES MARTEL (du Chat Noir).

de M. A. NANCY (des Concerts Parisiens) et de Mlle Madeleine RAIHAL (du Trianon-Lyrique).

LES DEUX IVRESSES

pièce en 1 acte

de Gaston-Maxime GOUTE

interprétée par MM. FELIX GIBERT et PIERRE SIMON-MEROP

Au piano : Mlle GUILMIN

ENTRÉE : 4 FRANCS. GRATUITE POUR LES ENFANTS.

Le programme sera vendu 1 fr. au profit de l'ENTRAIDE

AVIS IMPORTANT. — La fête a lieu salle Lénine, dans le bâtiment neuf. Une autre fête étant organisée le même soir dans la salle Jaurès, nous prions les camarades de bien noter ce détail.

Pour la Prochaine

La Croix-Rouge et les Gaz Asphyxiants

Le Bureau International Antimilitariste a adressé aux membres de la dernière Conférence internationale de la Croix-Rouge de La Haye la lettre suivante :

Messieurs,

C'est avec le plus grand intérêt que le B. I. A. prit connaissance de la nouvelle que votre Conférence va traiter du problème de la protection des populations civiles au cours des guerres des gaz. Sans contredit, c'est là un problème du plus haut intérêt. Car chacun sait maintenant que les horreurs de la prochaine guerre ne se restreindront plus aux armées, et que les populations civiles y auront leur part.

Il appert des dernières manœuvres, entre autres des attaques aériennes simulées sur Londres, Paris, Nanking et Leningrad, que les gouvernements tiennent grand compte de cette situation, et se préparent énergiquement à la défense et naturellement aussi à l'offensive, comme le prouvent les progrès prodigieux faits ses dernières années par l'aviation militaire.

Et cela n'est pas sans raison ! Car vu le fiasco de la Société des Nations, les grosses difficultés rencontrées pour se mettre d'accord uniquement sur la date de la prochaine conférence préparatoire de désarmement, vu surtout le pacte Kellogg, — solemnel, mais en réalité stérile — il faudrait être insensé pour oser encore se bercer de l'idée d'une paix perpétuelle, et chaque être d'intelligence lucide tient désormais compte de la réalité de la prochaine guerre qui se prépare partout.

Et vous en faites de même. Et avec raison. Mais suivant les traces du noble fondateur de votre Association, le philanthrope J.-Henri Dunant, vous voulez obéissant à vos aspirations humanitaires, adoucir dans la mesure du possible la souffrance des hommes au cours de la prochaine guerre.

Cette tâche est, hélas ! infiniment alourdie depuis les jours de Solferino, vu les méthodes employées au cours des guerres modernes. Nous avons même appris que la totalité des défunts à votre dernier Congrès international avaient reçu l'impression que l'application des mesures de protection préconisées lors de ce Congrès serait totalement inopérante. Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant, puisque tous les Gouvernements emploient d'innombrables savants à découvrir des procédés toujours plus infernaux, surtout de ceux contre lesquels il n'existe pas encore de moyens de défense.

A ce sujet, permettez-nous de vous exprimer notre étonnement de vous voir travailler en rapports si étroits avec les gouvernements mêmes qui organisent les horreurs dont vous voulez préserver les peuples. Non seulement nous voyons plusieurs dizaines de ces mêmes gouvernements représentés officiellement à votre conférence, qui vraisemblablement, comme la précédente, revêtira un caractère secret, mais dans la plupart des pays, si ce n'est dans tous, la Croix-Rouge remplit son office sous les auspices des départements de la guerre respectifs.

Votre Croix-Rouge se trouve donc être, de ce fait, une simple subdivision de l'organisation internationale de la guerre. Car lorsque les gouvernements auront pris connaissance des résultats de vos délibérations, nul doute que les ministères de l'Intérieur ne s'empressent de décréter l'application des moyens de protection que vous aurez trouvés ; mais il est tout aussi sûr que, de leur côté, les ministères de la Guerre chargeront aussitôt leurs techniciens de se mettre immédiatement à la recherche de nouveaux moyens de destruction, contre lesquels vos moyens de défense seront sans action. C'est ainsi que votre activité se trouve être mise au service immédiat du perfectionnement de la guerre dans l'horrible ; que vous êtes condamnés à tourner toujours dans le même cercle fatal et que la protection que vous avez en vue ne produira que de bien amers résultats.

C'est en nous basant sur ces considérations, Messieurs, que nous venons vous convier à rompre toutes relations avec les ministères de la guerre et à vous adresser directement aux peuples. Nous vous invitons à dire carrément aux peuples toute la vérité, à savoir que toute l'activité de la Croix-Rouge ne peut être, en cas de guerre, qu'une misérable replâtrage. Leur dire qu'il n'est qu'une seule mesure efficace contre la guerre, qui est de la rendre impossible, en cessant dès ce jour tous les préparatifs guerriers ; que ni comme médecins, ni comme chimistes, ni comme techniciens, ni en aucune autre qualité vous ne pouvez ni ne devez endosser la moindre responsabilité des conséquences de ce qui se prépare actuellement ; que dès l'instant présent, comme le fit en Hollande, le professeur Cohen, vous refusez toute collaboration à cette préparation, que vous, les intellectuels et les travailleurs de tous les pays à suivre cet exemple.

Seul, un acte de ce genre, courageux et clair, pourrait mener à une véritable protection de l'humanité contre le menaçant danger de guerre. Si vous en décidez autrement, votre humanité ne sera qu'un objet de risée au milieu de l'enfer organisé grâce aux principes que vous aurez servis. Allez-vous vous mettre au service de Mars, ou de l'Homme ?

Le Bureau International Antimilitariste ;

(signé) : Albert de Jong, secrétaire.

Nos camarades du B. I. A. doivent, comme nous, être fixés sur le prétendu pacifisme et l'humanité de la Croix-Rouge avant que sur l'inefficacité des méthodes qu'elle envisage. Il était bon, toutefois, de lui tenir ce langage.

CAMARADES,

NOUBLIEZ PAS QUE « L'ENTRAÏDE » SOUTIENT LES EMPRISONNÉS ET LEURS FAMILLES.

FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE.

PROPOS
d'un PARIA.

« Ah ben mince alors ! Si on ne peut plus rigoler !... » s'exclamait, en ce jour de Sainte-Catherine, une minette se trouvant dans un groupe de jeunes personnes par trop exubérantes au gré d'un représentant de l'autorité qui lui enjoignait péremptoirement et subitement de circuler.

Le Préfet de police avait, en effet, interdit, en ce jour traditionnel de liesse populaire, tout attroupement et tous attrouchements publics comme attentatoires aux bonnes mœurs. Et c'est pourquoi il avait placé ses pèlerins aux portes des maisons de couture, avec mission de surveiller étroitement la bonne tenue des jeunes ouvrières.

Evidemment, la Sainte-Catherine n'était, le plus souvent, que prétexte à de pâles orgies, et bien souvent, de pauvres gosses qui avaient voulu, vivre leur vie, un tout petit après-midi, se sont trouvés engrossés du fait d'un jeune bourgeois peu soucieux ensuite de sa progéniture. L'Assistance publique, n'étant pas, bien sûr, faite pour les chiens.

Hâtons-nous de dire que tous les arrêtés, toutes les mesures « d'ordre » n'empêcheront pas ces choses de se perpétuer aussi longtemps que durera le régime d'exploitation que nous subissons.

Mais, où il faut en venir, c'est souligner l'hypocrisie bourgeoise qui se manifeste dans des arrêtés tels que celui qui prétendait enlever à la fête des couturiers, dite Sainte-Catherine, son caractère licencieux. C'est tout au moins aussi stupide que le geste de l'abbé Bethléem, déchirant les gravures jugées obscènes à ses yeux de prêtre, c'est-à-dire d'homme qui ne peut prétendre à cette qualité d'homme, puisqu'il renonce, ou fait semblant, à la joie de vivre.

Naturellement, les feuilles pro-fascistes ont applaudi à la mesure prise par Chiappe-Bethléem.

Et minettes ou pseudo-catherinettes se sont répandues dans les basquines bien plus dangereuses certes pour leur vertu que les grands boulevards. La force était joûte et la pudibonderie affectée des parousards honteux de la haute pègre était respectée.

Il y a autre chose de plus grave : c'est que, petit à petit, le peuple, le bon peuple, se voit à chaque occasion en butte à un nouvel arrêté, à une nouvelle restriction de ses maigres libertés.

Il sera défendu de manifester, — c'est déjà fait, — de se réunir, de parler, d'écrire, et de rire dans la rue sans autorisation préalable.

Si Paul-Louis Courier vivait de nos jours, il aurait de quoi épancher sa verve sur notre Préfet de police qui n'a pas l'air de se douter que Paris est la capitale de la France, des Droits de l'Homme et du citoyen !...

Il est vrai qu'il aurait tort de se gêner !

PIERRE MUADES.

RÉPONSE
A NOTRE APPEL

Avec cette liste nous clôturons la souscription en faveur de l'Union Anarchiste, du « Libertaire » et du Comité international de Défense anarchiste.

Nous ne croyons pas, en effet, nécessaire de laisser les camarades par des appels continus. Nous n'avons certes pas atteint la somme de 10.000 francs qui pourtant nous est indispensable, mais nous nous consolons en espérant que beaucoup ont fait le maximum de sacrifices pour nous venir en aide.

Qu'ils en soient ici remerciés.

Cependant nous demandons à ceux qui, ayant reçu une liste mais n'ayant pu répondre à notre appel, de nous la retourner sans retard afin que nous puissions établir un contrôle sérieux.

HUITIÈME LISTE

Allain, 2 fr. ; Baunier, 2 fr. ; Le Foullet, 2 fr. ; Bodin, 2 fr. ; Lelièvre, 2 fr. ; Paillard, 5 fr. ; Moreau, 5 fr. ; Tit Paul, 1 fr. ; Louis, 1 fr. ; Lucien, 1 fr. ; Auguste, 5 fr. ; X., 3 fr. ; Ti Jean, 2 fr. ; Jean, 1 fr. ; F. Rondal, 1 fr. 50 ; M. Farney, 1 fr. 50 ; H. Orsini, 2 fr. ; illisible, 2 fr. ; Jesus R., 10 fr. ; Francisco Gil, 5 fr. ; Andres Ojalara, 5 fr. ; José Ventana, 5 fr. ; Cronnier, 5 fr. ; Un ami du « Lib. », 5 fr. ; Mainquy Louis, 5 fr. ; Trichet, 5 fr. ; Malfotti E., 3 fr. ; Pecquet, 3 fr. ; Blasques, 4 fr. ; Redon, 10 fr. ; Lejot, 5 fr. ; illisible, 5 fr. ; A. Martin, 5 fr. ; Mignot Robert, 5 fr. ; groupe de Courson, 20 fr. ; groupe de Salou, 20 fr. ; Guillon Paris, 5 fr. ; Evén Pierre, 20 fr. ; Berthon Jean, 13 fr. ; Fabre Eugène, 10 fr. ; groupe du 13^e, 20 fr. ; Buteux, 4 fr. ; Joseph Teiz, 5 fr. ; Bonnaud, 5 fr. ; sa compagne, 5 fr. ; Jacqueline, 1 fr. ; Subreot, 1 fr. ; Bara, 4 fr. ; Gillet, 5 fr. ; D., 4 fr. ; X., 2 fr. 30 ; J. N., 3 fr. ; Sin Patria, 3 fr. 50 ; Dueque, 3 fr. ; Jo, 2 fr. ; Toribio, 2 francs.

Total de cette liste : 467 fr. 80.
Total des listes précédentes : 6.475 fr. 25.
Total général : 6.943 fr. 05.

Un service à nous rendre

« Le Libertaire » cherche d'urgence un local de préférence près d'une station de métro et à loyer modéré, se mettre en rapport avec N. Faucier au « Libertaire ».

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements

Nos Conférences

Samedi 8 décembre
A 21 h., Maison des Syndicats,
111, rue du Château (14^e)

LES ANARCHISTES

ET LE MOUVEMENT SOCIAL CONTEMPORAIN

par Férandel

Participation aux frais : 1 franc.

Samedi 22 décembre

A 21 h., rue Saint-Jacques (5^e)

L'UNITÉ SYNDICALE EST-ELLE POSSIBLE ?

par Guigui

L'HYPOCRISIE BOLCHEVISTE

Nous avons publié, la semaine dernière, les protestations des organisations syndicales, contre l'expulsion de notre camarade Lazarevitch.

Il n'est pas utile, pensons-nous, de rappeler l'activité de Lazarevitch pendant son court séjour en France. Tous nos lecteurs savent en effet, avec quelle ardeur et avec quel courage notre camarade, ayant subi les rigueurs des prisons bolchevistes, se mit à la besogne pour démasquer le bluff des différentes délégations retour de Moscou.

Ceux qui, avec Lazarevitch, ont suivi les réunions dans lesquelles, preuves en mains, il exposa le triste sort qui était réservé à la classe ouvrière russe, se rappellent les hurlements, les clameurs de haine des pauvres bougres chauffés à blanc par leurs chefs de file ; les Beaugrand et autres Schumacher.

Toutes les calomnies, les injures les plus basses, et Dieu sait si le vocabulaire bolcheviste en est amplement fourni, furent déversées sur la tête de notre camarade.

Pas une réunion, ou quelque individu, d'homme stylé par le P. C. ne « s'étonnait » que Lazarevitch put, bien qu'étranger, parler en réunion publique sans être inquiété par la police. C'était ainsi, d'une manière hypocrite, réclamer l'expulsion de Lazarevitch.

L'« Humanité », à court d'arguments, n'hésita pas, en février dernier, à lancer contre notre camarade, l'accusation la plus abjecte, le traitant d'« agent de Sarraut », « agent provocateur », dans le but évident de le discréditer aux yeux du public.

Manœuvre qui fit long feu, la rédaction dudit journal mise au pied du mur et sommée d'apporter des preuves se déroba pitoyablement en se couvrant de honte.

Aujourd'hui Lazarevitch est expulsé et l'« Humanité » entre à nouveau en scène, pour protester contre la mesure qui frappe notre camarade.

« Il nous suffit », dit-elle, « que Lazarevitch soit frappé par la répression bourgeoise pour que nous protestions contre cette nouvelle violation du droit d'asile ».

Cette protestation donne bien la mesure du cynisme et de l'hypocrisie bolcheviste. Elle marque bien la pierre estimée dans laquelle l'« Humanité » tient ses lecteurs.

Et nous posons au « Journal des masses » la question suivante : Maintient-il ses affirmations à savoir que Lazarevitch était un mouchard à la solde du Gouvernement français ? Si oui, nous répondons, en toute logique, que ceux qui prennent aujourd'hui parti pour un homme qu'ils considèrent comme tel sont à mettre dans le même sac. Parce qu'il ne viendrait à l'esprit d'aucun révolutionnaire que soit son désir de faire respecter le droit d'asile, de protester au cas, où un mouchard « brûlé » serait reconduit à la frontière.

Bon débarras, dirions-nous tous en commun.

Si, au contraire, c'est la dernière note parue dans l'« Humanité » qui reflète bien la pensée des rédacteurs de ce journal envers Lazarevitch, qui consiste à ne le considérer que comme un adversaire politique dangereux pour le P. C. ; et pour lequel la plus élémentaire solidarité révolutionnaire exige qu'on proteste lorsqu'il est frappé, nous prenons, pour la nième fois l'« Humanité » en flagrant délit de mensonge odieux.

Et nous disons que par la protestation parue dans l'« Humanité », Lazarevitch est lavé des accusations grotesques portées contre lui par ceux-là mêmes qui les avaient lancées, et qu'en définitive elles se retournent contre eux.

Et qu'il nous soit permis, au moment où Lazarevitch est innocenté par ses calomnieux, de le saluer à nouveau en disant : bon départ.

Ancien délégué des géoles bolchevistes, pour propagande syndicaliste ; expulsé ; administrativement de Russie, il était parmi nous la preuve vivante de la répression qui sévit au pays de la « dictature du prolétariat ».

Puisse son infatigable propagande en faveur de ceux qui souffrent dans les prisons du « Gouvernement des Soviets », dessiller les yeux des ouvriers qui suivent encore le P. C., et contribuer à la chute d'un Etat, au nom du prolétariat fait peser sur la classe ouvrière russe un régime de terreur.

Il aura bien travaillé pour la cause de la liberté.

DANS LES THEATRES

A « L'ATELIER »

VOLPONE, pièce en 5 actes, d'après Ben Jonson, par Stephan Zweig et Jules Romains. Musique de G. Auric.

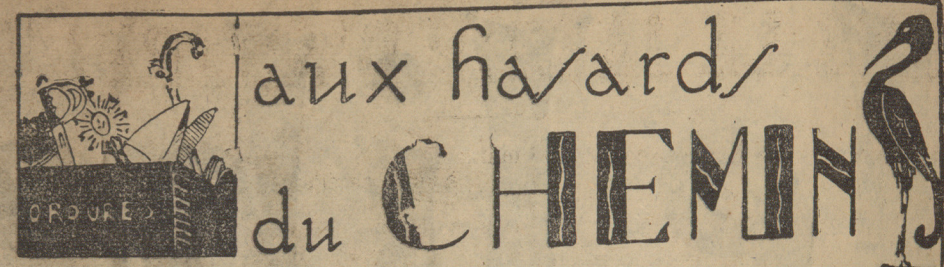
Enfin, nous retrouvons l'auteur de Knock que Le Dictateur nous avait fait oublier. Car de Ben Jonson il ne peut guère être question. Déjà, Stephan Zweig avait tiré du « Volpone » de Ben Jonson les éléments d'une pièce qui eût à Vienne un succès considérable. Jules Romains, s'inspirant de cette adaptation et de sa fantaisie propre, a créé le « Volpone » que nous aurons tous le plaisir d'applaudir. Nous voici bien loin des insipides Verneuilades dont se délectent notre bourgeoisie décadente. Je n'entreprendrai pas, bien qu'ils en valent la peine, uniquement parce que la place m'est mesurée, de vous raconter ces cinq actes qui sont autant de chefs-d'œuvre de mise en scène, de décors et d'interprétation, soulignés par une musique spirituellement ironique.

Charles Dullin incarne, avec le souci de vérité qui le caractérise, un Volpone tour à tour cynique, sarcastique, lâche et victime, à la fin, de ses trois subtiles combinaisons. C'est du grand art. Ses compagnons se sont surpassés. Georges Serail a fait de l'usurier Carbaccio une composition qui lui fait avoir un... pour y croire ; Etienne Decroux, est un mari cocu par amour de l'argent tout à fait convaincu. D. Lecourtois, P. Vibri, G. Vital, Beauchamp, Mlle Jacqueline Hostet et Genica Athanasion — il faudrait les citer tous — concourent avec tout leur talent et leur foi au succès de la pièce.

Conçu sous la forme d'une comédie alerte et réjouissante, le « Volpone » de Jules Romains constitue une satire des plus virulentes de mœurs toujours d'actualité.

C'est n'est-ce pas, l'hypocrisie, le mensonge, le vol, l'exploitation, la prostitution sont aujourd'hui comme du temps déjà reculé de Ben Jonson, toujours et plus qu'aujourd'hui en œuvre par les humains pour se procurer l'argent.

Allez donc voir Volpone et vous m'en direz des nouvelles. — P. Muades.



UN GACHE-MÉTIER

J'ai eu le rare bonheur de rencontrer hier mon ami Marcel Lacrymus. Quoique cela risque de me priver de votre sympathie, j'ai tantôt vous dire tout de suite que mon ami Lacrymus est un ancien professeur qui, s'étant senti la vocation pour la natation, se lança dans la politique. Il représente un quartier de Paris à l'Hôtel de Ville, puis à la Chambre des Députés. Elu à cette dernière fonction en mai 1914 sur un programme anti-guerrier, il vota des deux mains les crédits de guerre qui permettaient d'emprisonner les pacifistes. Devenu d'un patriotisme ardent, lorsque Paris fut « menacé » par les Allemands, il partit bravement... pour Bordeaux !

En 1915, il alla en Italie pour exhorter les Italiens à venir se faire casser la margoulette avec les « alliés ». En 1917, il dénonça violemment à la tribune de la Chambre ces « agents des boches » qui voulaient aller à Stockholm. En 1918, lors que les troupes françaises entrèrent à Strasbourg, il déversa une rivière de larmes, au point que les Alsaciens envoyèrent une délégation à Clemenceau pour prier celui-ci d'arrêter l'abondance lacrymale de Lacrymus, de crainte que le Rhin en débordât.

Depuis, Marcel Lacrymus est devenu ouvrier et paysan et il dirige un grand quotidien slave de Paris.

Il y avait quelque temps que je ne l'avais vu, lorsque hier le hasard nous mit face à face.

— Tiens ! ce vieux Aristobole !

— Tiens ! ce vieux Marcel Lacrymus ! Je suis très heureux de te rencontrer car je voulais te poser une question.

— Vasy.

— Toi qui es député, que penses-tu de l'inauguration du médaillon de ce Pierre Goufon, un de tes collègues qui se fit tuer à la guerre.

— Je pense que c'est vraiment scandaleux, que c'est encore un coup de la rationalisation capitaliste qui prouve bien que nous sommes gérés par des incapables.

— ?...

— Eh oui ! tu vas comprendre. Ce Goufon était député patriote, n'est-ce pas ? Qu'a-t-il fait ? Il est allé stupidement se faire tuer la peau, désertant lâchement son poste de député et abandonnant les intérêts de ses mandants. Il a donné le plus déplorable exemple d'inconvenance.

— Je t'avoue que je ne comprends pas bien.

— Ecoute un peu. Si tous les parlementaires étaient forcés de mettre leurs actes en accord avec leurs paroles, où trions-nous !

— Ainsi, moi, j'aurais été obligé, pendant la boucherie impérialiste de me déguiser en soldat et d'aller taper sur la figure de nos frères allemands, j'aurais ensuite été obligé d'en attendant que je réchappe de la guerre d'aller avec Broussillon repousser l'Austro-hongrois, ensuite d'aller à Moscou faire le coup de feu contre les blancs, de lâcher le Parti et une place de directeur de journal pour aller avec Frossard, ensuite de servir Souvarine sur mon cœur. Non ! non ! Je le dis que ce Pierre Goufon est un gache-métier que l'on devrait honnir. Quand on est député, c'est pour faire son « métier » de député et non pas pour faire une concurrence déloyale aux professionnels de l'héroïsme.

— Mais si la révolution éclatait en France ?

— A ces mots, Marcel Lacrymus se mit à pleurer !

Puis il me quitta brusquement en me disant : « Tu m'excuseras. Je vais faire une conférence contre les dangers de guerre. La classe ouvrière a besoin qu'on lui insuffle l'énergie admirable de Lénine ».

Et j'ai enfin compris pourquoi tant de braves types se faisaient encore tuer la peau. C'est parce qu'ils écoutaient leurs députés ou ceux qui aspirent à la devenir.

ARISTOBOLE.

BILAN TRAGIQUE

Où allons-nous, grand Saint Lénine ? Voici que les masses fient le camp, et en vitesse, du grand parti prolétarien.

Le numéro 23 de l'Internationale Communiste nous apprend, en effet, page 1863, que le P. C. comptait :

En 1925	83.326 membres
En 1926	65.213 —
En 1927	56.010 —
En 1928	52.526 —

Du train dont vont les choses, il ne restera bientôt plus au parti que les permanents appointés. S'ils étaient rétribués uniquement par les cotisations, leur situation deviendrait vraiment tragique !

Heureusement que le Gouvernement russe est là pour un coup. Sans quoi il n'y aurait, pour les appointés, qu'une seule ressource, chercher du travail. Et il y en a, parmi eux, qui ont tellement perdu cette habitude du boulot, qu'il faudrait, d'urgence, remplacer l'école léniniste de Bobigny par une école d'apprentissage. Comme on le voit, l'avenir se fait plutôt sombre !

UNE LETTRE ET UNE REPONSE

Dans l'avant-dernier numéro, nous publions un écho mettant en cause l'Armée du Salut. Nous avons reçu de cette Association une réponse dont voici le passage principal :

Il est inexact que, dans certain hôtel populaire de femmes de l'Armée du Salut, on mette dehors, en plein hiver, à cinq heures et demie du matin, les malheureuses sans abri que nous avons accueillies la veille. Eté comme hiver, les dortoirs doivent être évacués à huit heures du matin, pour permettre aux services d'en commencer le nettoyage et la remise en état. Jamais l'Armée du Salut n'a obligé un seul de ses hôtes à assister à une de ses assemblées religieuses, encore moins à avoir à s'embrasser.

der dans son armée humanitaire et à porter ses insignes », sous peine de se voir éconduire de l'Asile.

Il suffirait à votre rédacteur de se rendre dans un de nos asiles pour constater le mal-fondé de son information.

Nous nous serions bornés à donner acte de cette rectification si notre correspondant qui nous avait donné les détails ne maintenait tous les faits cités par nous dans notre écho, qui se sont produits à l'asile de la rue Fontaine-au-Roi, où elle fut « hospitalisée » et qu'elle dut quitter parce qu'elle ne voulait pas se conformer aux exigences des chefs de cet asile.

Au reste, le rédacteur de l'écho se tient à la disposition de M. Dejongh pour lui fournir tous renseignements nécessaires.

UN TITRE SUGGESTIF

Le товарищ Colomer, après avoir été violemment individualiste est devenu aussi chéromiquement bolcheviste.

On s'attendait à voir ledit André faire paraître son *Insurgé*. Il a trouvé mieux. Il est devenu, par la grâce de Staline, le rédacteur d'une publication : *L'Appel des Soviets*.

Le titre de l'organe est choisi d'une manière on ne peut plus heureuse. C'est toute l'histoire de la « conversion » de Colomer.

L'appel des Soviets !... On entend d'ici le tintinnement des tchervonetz et le froissement des billets de la Banque d'Etat de Moscou.

Dans les coulisses du pacte Kellogg

Le camp militaire de Larzac

Je ne voudrais pas pousser l'ironie aussi loin que le Bouif et conseiller aux soldats, puisque le pacte Kellogg est signé, de retourner tranquillement dans leur maison, mais tout de même il est assez paradoxal, quand on se dit pacifiste comme la France, de pousser les armements à outrance et de construire de vastes camps militaires dont celui du Larzac est l'un des plus beaux spécimens.

Imaginez un vaste plateau de plusieurs kilomètres carrés, balayé pendant six mois de l'année par un vent de tempête ; ajoutez-y la pluie pendant les mois d'hiver, et vous aurez une idée du terrain où s'apprêvent le massacre. S'étendant à perte de vue, de beaux bâtiments à tuiles rouges s'y alignent symétriquement, des lavabos, des bureaux et des maisons pour les officiers sont facilement reconnaissables ; au milieu, des bâtiments pour les troupes, et enfin, en entrant dans le camp, une prison modèle destinée à abriter les fortes têtes qui pourront venir dans ce camp. Or, la construction de ces baraquements ne cesse jamais, les bâtiments font suite aux bâtiments, peu à peu tout le terrain sera envahi par les pavillons et l'on pense, la saison prochaine, pouvoir y abriter près de 20.000 hommes de troupe. Des Compagnies de constructions ont passé de grands marchés avec les bureaux militaires pour la construction de ces casernes ; cette année, une quantité de baraques, d'une valeur de 6 millions, s'ajouteront à celles existantes, et j'ai pu voir sous la pluie, de vastes charpentes métalliques en train de se rouiller, des tas de briques, des amoncellements de cailloux, des sacs de chaux, de ciment et des matériaux de toutes sortes, tout cela donnant l'illusion de ces camps du front à l'époque de la guerre, où le militarisme gaspilla inutilement des centaines de millions.

Eh bien ! tous ces baraquements, et je devrais écrire toutes ces maisons, sont vides, à l'abandon, à peine serviront-elles pendant les périodes des réserves à abriter les troupes, et pendant ce même temps des pauvres couchent aux Halles de Paris, ou place Maubert, ou sous les ponts ; oui, pendant que des locaux ne servent à rien, une pauvre femme traînant son enfant par la main cherche inutilement un refuge pour la nuit, des familles d'ouvriers sont tourmentées par le problème du logement et des vieux crèvent de froid sous une porte cochère quelconque.

Et pourtant, ces baraquements sont construits avec l'argent des citoyens, même avec celui de ceux qui sont antimilitaristes, et ce sont encore de pauvres ouvriers qui construisent lesdits baraquements.

Je sais bien qu'on pourrait m'objecter pourquoi les construisent-ils ? Mais la vie a de terribles nécessités et souvent les ouvriers ne réfléchissent même pas, faute d'éducation, à leur tâche journalière. Et d'ailleurs ne sont-ils pas les premières victimes des entrepreneurs adjudicataires ? En effet, le mauvais temps était très fréquent dans la région, ils ne travaillent que trois ou quatre jours par semaine et, comme ils mangent sept jours pendant le même temps, leur situation matérielle est fort précaire. Je dois ajouter d'ailleurs que l'on emploie pour ces travaux beaucoup d'ouvriers étrangers : Polonais, Italiens, Espagnols, auxquels viennent s'ajouter les Russes blancs de l'armée Wrangel.

Ah ! la France pacifiste, quelle infâme comédie ! Pendant que Briand, l'homme giroquette, signe des pactes de paix, apparaissent aux peuples un râteau d'olivier dans la main et une colombe sur la tête, ici l'on construit des baraquements militaires, autrement dit de vastes casernes pour emmagasiner du matériel humain, à Vincennes l'on transporte des munitions, à la Seyne, on construit des navires et le peuple inconscient et que l'on amuse suit les baladins politiques et criminels qui le jetteront demain dans un autre massacre, au nom du droit, de la civilisation, ou de n'importe quelle autre grue métaphysique.

René GHISLAIN.

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

Solidarité et répression

Sans chanter victoire et sans vouloir nous attribuer le bénéfice de cette victoire, signalons, avec une vive satisfaction, que, à propos du onzième anniversaire de la Révolution d'octobre et sous le titre : « Libérez Léon Trotsky et tous les ouvriers révolutionnaires russes emprisonnés ou déportés ! », *La Lutte de Classes* publie une vigoureuse protestation contre la répression qui déshonore la Révolution russe.

Que *La Lutte de Classes* ait ou non été sensible à l'argumentation par laquelle nous tentions d'établir tout l'illogisme qu'il y avait pour les communistes oppositionnels à protester seulement contre les mesures répressives dont étaient victimes en Russie les leaders de l'opposition, en se taisant sur le sort non moins pénible des révolutionnaires d'autres tendances, écrasés par la même répression, cela n'a aucune importance. Ce qui compte par-dessus tout, c'est le fait qu'il se trouve enfin — après onze ans ! — des communistes d'opposition il est vrai, pour associer indistinctement dans une même protestation tous les révolutionnaires : ouvriers ou intellectuels, socialistes, syndicalistes, communistes ou anarchistes, victimes de la vindicte bolcheviste.

Grâce à *La Lutte de Classes* qui, la première parmi les groupements ou publications d'opposition communiste, a eu le courage d'adopter cette attitude qui l'honore, un nouveau maillon s'ajoute à la chaîne de la solidarité révolutionnaire. D'autres maillons manquent encore. Avant longtemps, ils viendront à leur tour allonger la chaîne, la fortifier et la rendre assez résistante pour amener à composition la tyrannie bolcheviste et faire cesser le scandale contre-révolutionnaire de la détention ou de la déportation des meilleurs parmi les révolutionnaires — leurs amis et les nôtres !

En unissant leurs efforts pour ce but précis, les révolutionnaires de toutes tendances peuvent d'ailleurs assigner à leur action des fins fort différentes. Ainsi *La Lutte de Classes* y recherche une régénérescence du mouvement communiste :

Le système de répression inauguré par Staline, dit-elle, vise à l'usure. C'est une punition. Il s'agit d'amener les hérétiques à résipiscence. Cette répression mine l'autorité du parti bolchevik. Non pas exprimée parce qu'elle fait des martyrs, mais parce qu'elle montre clairement qu'un parti prolétarien qui use de pareils expédients ne peut être qu'un parti bureaucratique, séparé du prolétariat, et voué à une dégénérescence rapide. Son exemple démontre toute l'Internationale : l'état actuel de la section française en est une preuve suffisante.

Bien entendu, notre position est aux antipodes de celle de *La Lutte de Classes*. Encore que ce serait là une illustration lumineuse du bien-fondé de la thèse anarchiste et une condamnation formelle de la pratique des révolutionnaires autoritaires, peu nous importe que les excès mêmes de sa répression contribuent à l'écroulement sans grandeur du régime bolcheviste.

Nos visées sont plus hautes, ou plus modestes. Toutes les répressions nous indignent et blessent notre sentiment de la justice et de la liberté ; celle qui, exercée par des révolutionnaires, atteint d'autres révolutionnaires, qu'ils soient nos compagnons de lutte, nos camarades d'idées ou nos adversaires, nous est odieuse, parce qu'en frappant les hommes elle risque de détruire aussi jusqu'à l'idée révolutionnaire elle-même. Et c'est pour sauver les révolutionnaires tout en sauvegardant l'idée révolutionnaire, que nous nous élevons contre la répression cruellement et sottement pratiquée en Russie soviétique.

Une étrange enquête

Certes, l'entente la plus idéale ne règne pas entre les différents milieux anarchistes, et c'est déplorable. A qui la faute ? Dieu seul le sait, et encore... Quoi qu'il en soit, E. Armand serait désireux que disparaissent des milieux et publications anarchistes les polémiques de personnes, les polémiques diffamatoires ou calomnieuses.

Bravo ! Nous en sommes. Pour parvenir à ce résultat, qui serait loin d'être médiocre, Armand croit avoir trouvé une solution. Il ouvre, dans *L'En-dehors*, une enquête auprès des dépositaires et correspondants de ce journal en leur posant un questionnaire dont voici le dernier point :

Enfin, en tant que correspondant ou dépositaire de *L'En-dehors*, comment expliqueriez-vous qu'il vous soit possible de répandre ou diffuser des journaux où l'on essaierait de discréditer, dénigrer, déshonorer, prouver nos campagnes nos thèses, notre propagande, nos associations ?

Il faut dire que le moyen trouvé par Armand pour faire cesser les inimitiés entre anarchistes et les polémiques de personnes qui, le plus souvent, n'ont pas d'autre cause, consiste à empêcher que soient mises en circulation les feuilles qui hospitalisent de semblables polémiques. Nous en sommes toujours, encore que, par le fragment du questionnaire que nous reproduisons, on voit percer le bout de l'oreille.

D'abord, qu'est-ce qu'une polémique de personnes ? Selon nous, ce ne peut être qu'une polémique mettant aux prises, à grand renfort d'injures et de calomnies, des individus n'ayant à s'opposer que des griefs personnels, strictement personnels, et rien d'autre. Prendre à partie un militant, par la parole ou par la plume, pour lui reprocher des contradictions entre les idées qu'il défend et les actes qu'il commet, par exemple, ce ne peut être, toujours d'après nous, faire la œuvre de polémique personnelle. Et sur ce sujet nous partageons assez l'avis que Lévieux, « cette vieille peste de Lévieux », comme il dit lui-même, exprimait récemment dans *L'Anarchie*. Il est parfois nécessaire, pour le bien d'une idée ou d'une propagande, de dépouiller certains hommes de la fausse personnalité dont ils se parent pour les faire apparaître sous leur vrai visage.

Et puis il y a les « polémiques » par persuasion, si nous pouvons dire, ceux qui veulent à tout prix voir polémique là où il n'y a que controverse, « insinuations et méchancetés » là où il n'y a que pures constatations. Dans ces conditions, sur quel critérium se basera-t-on pour déterminer s'il y a ou non polémique, diffamation, calomnie ? De plus, si l'on sait qu'Armand voudrait voir bannir des controverses entre

militants jusqu'à l'ironie, on se demande jusqu'à quel ascétisme de langage il veut atteindre dans les rapports entre anarchistes. Enfin, en rapprochant de l'extrait du questionnaire d'Armand cité plus haut cette affirmation où il se déclare « parfaitement d'accord avec *La Voix Libertaire* », on est en droit de se demander si Armand n'entend pas exploiter habilement — trop habilement peut-être ! — certaine controverse toute récente.

Quelque profit qu'il escompte tirer de sa bizarre enquête, nous pouvons bien lui dire, sans intention blessante, que la polémique tout court, à plus forte raison la polémique calomnieuse ou diffamatoire, n'est pas notre genre, ici. Sans nous soucier que cela plaise ou non à notre « clientèle », en particulier, et à la « clientèle » anarchiste en général, nous continuerons de controvertre sur les idées dans l'intérêt de la vérité, et, quand il le faudra, de nous attaquer aux personnes pour la défense de nos idées.

LE LIEUR.

SOMMAIRES ET BIBLIOGRAPHIE

Le dernier numéro du *Semeur* est entièrement consacré au grand philosophe scandinave Henrik Ibsen « individualiste de vie, artisan du Troisième Règne », avec des articles et études de Lamarque, A. Soucy, Marcel Allier, E. Armand, L. Barbedette, Lucile d'Hostel, Han Ryner, Gérard de Lacaze-Duthiers, Jules Blanc, Pierre Larivière, Edouard Rothen, Doctoresse Pelletier, Stephen Mac Say, Henri Barbusse et une page de Laurent Tailhade, extraite de *Plâtres et Marbres*, sur le théâtre d'Ibsen. Des poésies de Stephen Mac Say, Étienne Bizaure, Pierre Larivière, la reproduction de l'Inoubliable *Ballade* de Soiness, de Laurent Tailhade et *Le cadavre d'une époque*, poème d'Ibsen. Dessins de A. Daennens, Maurice Goossens, Pierre Larivière, etc. Nous recommandons tout particulièrement la lecture de ce numéro spécial à tous ceux qui sont curieux de connaître la figure et la pensée d'Ibsen ; ils trouveront là de solides matériaux les préparant à aborder l'étude de l'œuvre de ce grand individualiste.

— Au sommaire de la livraison d'octobre de *La Lutte de classes*, un curieux rapprochement de Pierre Naville sur l'ignorance semblable et prodigieuse de Cachin et de Loucheur touchant les choses de... la Russie soviétique ; une étude nourrie de A. Pater sur : Science et philosophie de l'histoire dans leurs perspectives révolutionnaires ; la fin de l'étude de Georges Gariné : Brest-Litovsk, histoire d'un traité de paix révolutionnaire ; enfin, une édifiante lettre d'Allemagne sur le cas Thaelmann et l'Internationale communiste, avec, en tête, ce rappel d'une phrase de Lénine qui est dit long sur la corruption du communisme international : « On ne fait pas la Révolution avec les mains sales ! »

— A propos de la sortie de la S. D. N. de Paul Boncour et de Jouhaux, article de G. Bastien dans *Germinal*, où il interprète ce départ comme une caractéristique de la réaction internationale qui, de plus en plus, trouve un refuge dans l'organisme trompeur de Genève.

— Dans *La Révolution prolétarienne* du 15 novembre, un article de B. Glaufrut sur le dixième anniversaire de l'Armistice et d'un livre de Max Eastman : *La Situation réelle en Russie*, publié à New-York, un extrait de l'introduction que La R. P. intitule : La vérité sur l'opposition.

— Le numéro d'octobre des *Cahiers du bolchevisme*, organe théorique du parti communiste français, contient des articles de M. Thorez : Les problèmes de la politique du parti français ; P. Sémard : Les travaux du sixième Congrès mondial ; les chroniques habituelles de politique internationale, du mouvement social, de la vie paysanne, etc., par G. Péri, J. Pons, J. Berlioz, E. Girault, etc.

EN RUSSIE SOVIÉTIQUE ET SOCIALISTE...

La cam. Vera Jakovleva a terminé son premier exil à Tobolsk et est déportée à 500 km plus au nord, dans le village de Samarov.

Le cam. Ivan Krouglov vient d'être arrêté pour la seconde fois à Moscou et déporté à Tobolsk pour 3 ans.

Joseph Broerman après avoir accompli son temps d'exil à Arkhangelsk est parti pour Melikopol qui lui est fixé comme domicile forcé ; il lui est en outre interdit de venir dans les six plus grandes villes de la Russie (peine portant en russe la désignation de « moins six »).

Volodia Beliaev a fini sa peine à l'isolateur politique de Tobolsk et est déporté pour 3 ans dans la région de Narym.

A. Goussev a également fini son temps dans la même prison et est déporté pour 3 ans à Minoussinsk. Sur les 9 camarades qui sont déportés dans cette ville, un seul a du travail.

Alexandre Pokrovski après avoir purgé sa peine à l'isolateur politique d'Arloslav, est déporté pour 3 ans à Narym.

Klara Federmeier a aussi terminé son temps d'emprisonnement dans la même prison et est aussi déportée pour 3 ans à Narym. Le régime du pénitencier a à ce point ébranlé sa santé, qu'il a fallu la mettre à l'hôpital de Parabel, district de Toms.

Boris Lipovetski à fini sa peine au bagne d'Arloslav et est exilé pour 3 ans à Oural'sk.

3 partisans de la non résistance au mal par la violence sont déportés dans la même ville.

Le cam. Krasnov, étudiant de 5^e année à l'Institut Lomonossou à Moscou est exilé à Gourien. Il est le premier déporté politique dans cette ville.

Sur les neuf anarchistes de Pétrograd, arrêté en 1925 et qui ont accompli intégralement leur peine à la prison d'Arloslav, quatre sont à nouveau déportés : trois en Sibérie et un dans l'Oural.

Extraits de lettres de déportés

« A ma sortie de prison j'ai en vain cherché du travail pendant 8 mois... Ce n'est que ces jours-ci que j'ai été embauché provisoirement comme infirmier. Le salaire est de 25 roubles par mois. Il faut travailler dans la section des maladies contagieuses et se servir exclusivement des asiles de nuit. Aussi est-on plein de poux. Mon tra-

vail consiste à recevoir les malades, les laver, etc... Les effets doivent être transportés à 6 km. de là aux locaux de désinfection. On m'a d'ailleurs confié cette besogne parce qu'on n'avait personne sous la main consentant à la faire. En résumé : on pourrait travailler, mais il est répugnant d'être obligé de s'avilir. Quant au travail il est organisé de telle façon que bien des choses sont à peine supportables.

« Je suis inquiet sur le sort de Ch. Elle a supporté déjà deux opérations et au lieu de guérir, elles est encore plus gravement malade. Au cours des derniers temps le sang lui vient souvent par la gorge. J'ai bien peur qu'elle ne résiste pas... D'ailleurs la vie des valides n'est pas plus douce non plus. Surtout pour ceux qui sont dans les coins perdus comme Samarov, Sourkout, etc. Le village de Samarov est situé sur les bords de l'Irtich, à 500 km au nord de Tobolsk. Point de bibliothèque, ni de journaux, pas même de cinéma. La nourriture est mauvaise. Pas de légumes verts, pas de viandes, pas de laitages. Rien que du poisson. Le village de Sourkout est situé sur le fleuve Obi, à 1.000 km. de Tobolsk. Il y a en tout là-bas 20 déportés dont 2 anarchistes. En été il y vient un bateau toutes les 3 semaines. Une fois la navigation interrompue il est impossible d'atteindre Sourkout.

« Je m'en vais vous expliquer ce qu'est la peine de « moins six ». Le déporté politique après avoir purgé sa peine d'exil n'a le droit de partir que pour certaines villes à l'exception d'autres. Ainsi moi tout en étant autorisée à partir pour P., je me suis vue appliquer la soi-disant « amnistie d'octobre » m'interdisant d'entrer en Ukraine, en Russie Blanche, à Pétrograd, Moscou, Kiev, Odessa, Rostov sur le Don et Kharkov, avec l'obligation d'aller dans quelque ville de province et de m'y « fixer » pour 3 ans. C'est cela qui arrive à tous les exilés finissant leur peine. Parfois la situation est pire ; l'exil ne s'achève pas « bien » ; le Guepou crée une nouvelle affaire, envoie dans un autre lieu d'exil, pour une nouvelle peine, et parfois enferme simplement le prisonnier. Je voudrais vous parler ici quelque peu de la déportation à Minoussinsk. Il y a à l'actuellement 18 déportés politiques, dont 5 social-démocrates géorgiens, 1 social-démocrate russe, 1 socialiste-révolutionnaire, 2 sionistes et 9 anarchistes. Tous vivent en faisant preuve d'une certaine solidarité. L'attitude du Guepou est souvent odieuse, pourtant à Minoussinsk, comparativement à d'autres lieux, la situation est encore passable. Je vais vous raconter un cas typique. Vous pourrez ainsi jusqu'à un certain point juger du degré d'abjection où est arrivé le Guepou, « cette douce institution ».

A Minoussinsk vivait une jeune narchiste nommée Aida. Dans un autre lieu de déportation à Narym se trouvait un anarchiste qui l'aimait, Otto Kytoviski. Les parents de celui-ci en raison de sa maladie se mirent à faire des démarches pour obtenir son transfert dans un endroit plus clément. L'autorisation fut accordée. Le cam. Otto fut transféré sur sa propre demande à Minoussinsk. Mais le Guepou qui aime souvent se dresser en « gardien » de la moralité des déportés au lieu de le laisser lui tuberculeux au dernier degré dans la ville, parmi ses amis, l'expédia dans un village. Le camarade vint chaque fois à la ville se refusant à rester au village et n'ayant d'ailleurs pas la force. Cette histoire se termina comme suit : Otto fut mis en prison, on ne le relâcha qu'après 7 jours de grève de la faim, après que le médecin du bagne déclara ne plus pouvoir répondre de sa vie. Aida, enceinte et malade, devait être expressément envoyée dans un tout autre district. Par je ne sais quel miracle elle resta à Minoussinsk ; quant à Otto il fut quand même envoyé à Leninsk. En 1925 ce camarade étant à la prison de Verkhne-Oural'sk se sectionna les veines pour protester contre le terrible régime du pénitencier. Les camarades en rentrant du préau le trouvèrent dans sa cellule tout trempé de sang et le sauvèrent à grand peine. Il était aux lies Solovki au moment de la fusillade tragique. Il en est maintenant à sa troisième peine. Il est extrêmement malade.

On n'en finirait pas de raconter tous les « exploits » du Guepou. Celui-ci persécute surtout les emprisonnés. Il y a actuellement quatre bagnes appelés « isolateurs politiques » : Souzdal, Iroslov, Verkhne-Oural'sk et Tobolsk. Il arrive que sous prétexte de délit de « droit commun » on envoie aux lies Solovki les détenus politiques et qu'on leur applique le régime réservé exclusivement aux criminels. Ce fut le cas de quelques camarades (sionistes et anarchistes) après une évasion manquée qui pour avoir tenté de quitter la sinistre ville d'Obdorsk dans l'extrême Nord, furent envoyés aux lies Solovki. Les conditions d'existence dans les lieux pénitenciers sont extrêmement dures. Elles ne sont adoucies pour un temps qu'après quelque forte intervention collective des détenus. Tous ceux-ci sont groupés par fractions. Il y a dans quelque bagne une fraction anarchiste et une fraction socialiste. Dans cette dernière entrent tous les social-démocrates, les socialistes révolutionnaires et les groupements sionistes de gauche (ceux de droite et les sans parti ne font pas jusque maintenant associés) ; la fraction anarchiste comprend tous les anarchistes à l'exception peut-être de quelques individualistes. Ceux-ci pourtant ne restent pas toujours inactifs. Quand commence la lutte contre l'administration, dans l'intérêt de tous, toutes les fractions et les isolés s'unissent ; alors parfois les « individualistes » sont plus actifs ou plus « organisés » que certains socialistes s'imaginant être le sel de la terre.

Au point de vue matériel, les exilés sont dans la misère car il est rare qu'on les laisse travailler. Le Guepou paie un secours 6,25 roubles par mois qui ne suffit même pas pour payer le logement. Les oppositionnels déportés sont, il va de soi dans une situation privilégiée. Tout d'abord on les autorise à travailler et même dans la majorité des cas on les aide dans ce sens. Ensuite ils touchent 30 roubles par mois comme subsides. Il y en a beaucoup à Minoussinsk.

W. Fonds de secours de l'A. I. T. pour les anarchistes et Anarcho-syndicalistes emprisonnés et exilés en Russie. Adresse : A. Bergman, 120, rue Talère, Saint-Cloud (Seine-et-Oise) France.

A TRAVERS LE MONDE

La situation en Grande-Bretagne

Les forces de réaction, industrielles ou gouvernementales, paraissent solidement assises. Ces deux forces ont attaqué avec vigueur les organisations ouvrières, lesquelles, dans bien des cas, ont dû céder le terrain.

Mais avant d'examiner la situation économique, peut-être n'est-il pas inutile de jeter un rapide coup d'œil sur la situation politique. La première étant, en quelque sorte, liée à la seconde. Et cette façon de relater les faits permettra de mieux souligner l'activité multiforme du parti communiste.

Le parti conservateur (Tory), actuellement au pouvoir, est essentiellement composé de gros propriétaires terriens, mineurs, des rois de l'acier et du charbon, de représentants du grand commerce et de la haute industrie.

Le parti des classes moyennes (parti libéral) dont la doctrine fondamentale ne diffère pas sensiblement de celle du parti conservateur, perd chaque jour du terrain.

Ce parti ayant perdu toute chance de jouer un rôle politique sérieux, les éléments bourgeois qui en faisaient partie rallient peu à peu le parti conservateur et les éléments avancés se rattachent progressivement au parti travailliste (Labour Party).

Le parti travailliste est donc présentement le seul parti d'opposition. Mais, pour l'heure, son influence n'est pas capable d'entraver sérieusement la politique du Gouvernement conservateur au pouvoir. Composé d'éléments disparates, allant des marxistes les plus intransigeants aux politiques les plus « eau de rose », tels que MacDonald et Snowden, le Labour Party n'a pu qu'établir un programme mitigé, très réformiste, programme auquel les radicaux d'il y a trente ans auraient souscrit sans hésitation.

Ce maigre programme n'a pas été sans créer de sérieux mécontentements parmi les membres ouvriers du parti travailliste. Sous la poussée de ce mécontentement, l'aile gauche a formé, dans le sein même du parti, une sorte d'organisation indépendante.

Cette force d'extrême gauche, dont le but est de travailler surtout dans le parti, n'a pas manqué d'obtenir des résultats, lesquels n'ont pas été sans inquiéter les fonctionnaires-bureaucrates des centres directeurs. De nombreux syndicats et organisations locales ont été exclus pour rébellion contre les ordres de la direction. Mais c'est la question de l'admission des communistes dans le Labour Party qui cause à ce dernier le plus grand nombre d'ennuis.

Voici deux ans, le Congrès de Liverpool adoptait une résolution excluant les communistes du Labour Party et des Conseils des trades-unions. Cette résolution a provoqué la plus importante crise dont ait souffert le L. P., car dans les villes où les éléments d'extrême gauche étaient en majorité, des organisations entières le quittaient.

Si intense devint la lutte entre ces deux fractions que déjà aux dernières élections municipales, l'aile gauche opposa presque partout ses candidats à ceux officiellement désignés par le L. P., et dans bien des endroits, le candidat d'opposition fut élu.

Le parti communiste ne tarda pas à exploiter cette situation. Car, comme en France au moment de la scission — beaucoup de membres de l'opposition non affiliés au parti, étaient en réalité plus communistes que les membres du parti de ce nom — d'ailleurs partout où il le peut, le parti communiste utilise les opposants de gauche pour servir sa politique.

Il faut pourtant dire qu'un noyau important de militants se trouva à égale distance du L. P. et du P. C. ; et pour ceux que leur nombre augmente, nous verrons sous peu l'éclosion d'un nouveau groupe politico-travailliste.

Dans la confusion qui découle de cela, l'homme de la rue peut à peine s'y reconnaître. Aussi, les masses ont-elles plutôt tendance à abandonner tout mouvement. Le L. P. perd des forces et les fractions d'extrême gauche ne progressent pas sensiblement.

Pendant un certain temps, les communistes ont cherché à réintégrer le Labour Party, afin de s'emparer de la direction et des œuvres audit. Mais aujourd'hui, cette tactique est abandonnée et le P. C. se prépare à opposer ses candidats à ceux des travaillistes aux prochaines élections générales.

Pourtant il fut un temps où, même exclu du L. P., les communistes faisaient tout leur possible pour faire élire les candidats travaillistes. Cela, disaient-ils, afin de détruire plus rapidement, par une expérience pratique, l'illusion des masses envers la doctrine réformiste. C'est qu'alors le P. C. pensait qu'une fois désillusionnés une fois de plus, les travailleurs, en masses compactes, rejoindraient ses rangs. Mais cette méthode est aujourd'hui totalement abandonnée. Aux élections de mai 1929, au nom des intérêts sacrés du travail, nous verrons la droite et la gauche d'un même parti se disputer les voix des membres des Trades-Unions.

Malgré cette confusion et ces luttes intestines, le parti travailliste doit être le grand vainqueur des prochaines élections générales. Autant que peuvent servir d'indicateurs les récentes élections municipales, après les élections générales, l'Angleterre aura à nouveau un gouvernement socialiste.

Il faut souligner que malgré la confusion existant, malgré les faillites successives des expériences jusqu'ici tentées, malgré les saletés repoussantes du borborygme politique dans lequel il voit ses leaders s'enliser, l'homme de la rue n'a pas encore compris le néant de l'activité politique. Et il n'existe pas en Angleterre de mouvement syndicaliste révolutionnaire anti-parlementaire ou anti-politique.

Les masses sont plongées dans une profonde apathie. Certes, elles sont un peu égarées des résultats de la politique et des agissements des politiciens, mais jusqu'ici, il faut déplorer l'existence de tout signe ou de tout désir d'une activité véritablement révolutionnaire. Et c'est bien triste ! Indiquons encore en terminant, que c'est

le Trade disputes act qui assurera le prochain triomphe électoral du L. P.

Cet acte dont toute la presse a causé, fut un véritable coup de Jarnac porté aux Trades Unions. Mais le Cabinet conservateur paiera de sa vie son succès momentané.

Cet acte a aboli les cotisations que chaque membre des Trades Unions versait presque obligatoirement au Labour Party. Avant le vote de cette loi, les syndiqués ne désiraient pas verser à l'organisme politique devant faire une demande d'exonération. Et ils étaient rares. Aujourd'hui, le problème est renversé. Ce sont les membres voulant verser à l'organisation politique qui doivent en faire la demande. Et presque personne ne verse.

Lorsqu'on sait qu'en Angleterre, les travailleurs des grandes industries doivent être syndiqués pour obtenir du travail et que les cotisations sont, dans bien des cas, retenues sur la paye, on comprend le coup que la nouvelle loi porte au budget du L. P. Alors, on s'explique sans difficulté l'ardeur déployée par les budgétivores des Trades Unions et du L. P. pour rattraper le gouvernement parlementaire dont la possession leur permettra non seulement de revenir sur le Trade disputes act, mais encore de régler pour le mieux des intérêts de la Confrérie réformiste, toutes ses petites affaires. Et ce nouveau succès électoral du travailleur anglais ne changera en rien sa misérable destinée.

Nous le prouverons par un nouvel article sur la situation économique en Grande-Bretagne et dans ses Dominions.

FERANDEL

BULGARIE

Suicide et brigandage

Les suicides, on le sait, deviennent de plus en plus fréquents dans le Royaume. La principale cause est la misère. Ce fléau s'aggrave de telle sorte qu'il prend un caractère épidémique.

Le Saint-Synode a ordonné déjà à ses diocèses les mesures suivantes :

1° Aucun service religieux ne pourra être accordé aux suicidés ;

2° Lorsqu'il sera prouvé que le suicidé était atteint de faiblesse d'esprit, on pourra lui accorder un service religieux au dimanche ;

D'autre part, le Saint-Synode a soumis au Ministère des Affaires étrangères le projet suivant à discuter dans la Chambre :

1° Qu'il soit interdit à la presse de commenter longuement et d'une manière sensationnelle les motifs des suicides et d'insérer les photos des suicidés.

Un simple enregistrement dans la presse est suffisant ;

2° Tout suicide commis en dehors d'un état maladif, entraîne la nullité du testament olographe ;

3° Toute tentative de suicide est punissable de deux ans d'emprisonnement ;

4° L'instigateur ou le complice dans un suicide est passible de la peine de travaux forcés, comme pour un assassinat prémédité.

A rapprocher de ces pieuses décisions : le journal Zora du 21 octobre rend compte de sept (7) suicides.

Tout près de Sofia, des brigands de toutes sortes dévalisent les citoyens et se tuent entre eux, d'autres guettent les paysans revenant du marché et pendant la nuit, armés de fusils et revolvers, leur dérobent leurs petits profits de la journée. Ainsi, le 25 octobre, le soir, à quelque dix kilomètres de Sofia, entre les villages Vrajdenna et Dolni-Bogorov furent dévalisés par une bande de cinq individus armés quarante voitures de paysans qui revenaient du marché. Les brigands ne sont pas encore capturés.

Il y a deux procédés d'enrichissement en Bulgarie : l'un consiste à être partisan du Zgovor ; l'autre, brigand sur les grands chemins !

Emprunt

La Chambre bulgare a été ouverte, le 28 octobre, en session ordinaire. Les discussions pendant cette session porteront surtout sur la loi pour la stabilisation de la monnaie nationale et sur l'emprunt.

D'après les dernières nouvelles, l'emprunt bulgare préparé depuis plus d'une année a été déjà conclu. Les conditions en sont, suivant un télégramme de Londres : 7,5 % d'intérêt. Le cours de l'émission à Londres sera de 96, à New-York de 96,5, à Paris de 98. Les différences des cours d'émission proviennent de la différence de timbres fiscaux dans les trois États.

La durée d'amortissement est de quarante années avec droit de conversion au bout de dix ans.

Toute la somme (5.000.000 liv. st. ou environ 3.400.000.000 leva) excepté environ 800 millions, doit entrer en Bulgarie, dès le règlement de toutes (?) les formalités entre le gouvernement bulgare et les banquiers.

L'emprunt est la suprême ressource du Zgovor. C'est ce moyen qui, seul, retarde la dislocation du parti gouvernemental dont les morceaux ne tiennent plus ensemble que par miracle.

Petite Correspondance

Faure Paul. — L'abonnement de Markowich se trouve reporté au 30-7-29.

Blondel. — Ecris-moi sans retard, égare adresse. De Mulder.

De Valois veut-il envoyer son adresse à Mulder, au Lib. ?

AVIS IMPORTANT

Tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 1 franc pour frais de clicé et de la dernière bande du journal.

La Voix de Province

ANGERS

Contre les expulsions administratives

Le mercredi 21 novembre, les groupes d'Etudes Sociales d'Angers et d'Ille-et-Vilaine ont organisé deux meetings contre les expulsions administratives. L'un à Trélazé, à 17 heures et l'autre à Angers, à 20 h. 30.

A Trélazé, peu de camarades avaient répondu à notre appel. Il est vrai que le sujet, malgré son opportunité et surtout la nécessité d'y attirer l'opinion publique, ne semble pas intéresser les ouvriers. Ils sont trop enclins à ne faire aucune distinction entre l'étranger veule et lâche, qui fait dix, douze et même plus d'heures de travail, pour un salaire dérisoire, et le prolétaire, qui veut se faire respecter en France comme il le fait dans son pays d'origine. Bref, peu d'empressement à venir à notre meeting, à nous d'y chercher les causes et le prochain lois les éliminer. Moreau président, Bonnaud dit quelques mots sur ce qu'est l'expulsion administrative, et qui elle frappe : le plus souvent, l'étranger qui est rentré clandestinement en France parce qu'il ne pouvait demander la carte d'identité à son propre pays d'où il partait puisqué chassé par la dictature. Odéon expose ensuite ce qu'est le comité du droit d'asile, la tâche qu'il s'est donnée, le travail qu'il veut et espère faire en faveur des émigrés politiques. Il nous démontre ensuite toute l'ignominie des expulsions administratives qui sont la fantaisie de policiers sans scrupules, qui sont le résultat du bon plaisir. Il nous cite quelques cas flagrants d'expulsions administratives et termine en demandant à tous de faire le possible, tout le possible pour qu'un prochain meeting la salle soit pleine.

Angers, peu de monde également, il est vrai que de fauchoux contretemps, tant du côté de l'affichage que du côté de la location de la salle, étaient venus entraver la bonne organisation du meeting. Aussi la réunion n'attira-t-elle qu'un public restreint. Malgré cela, nous fîmes une causerie sur le sujet.

Bonnaud exposa d'abord les raisons du manque de publicité, puis il s'éleva contre les expulsions administratives dont sont victimes nos camarades étrangers.

Odéon fit ensuite un exposé du Comité du droit d'asile et du but qu'il poursuivait. Les camarades prirent l'engagement d'œuvrer pour qu'un prochain meeting la salle soit trop petite. Chacun, nous en sommes certains, fera sa part de propagande individuelle afin d'obtenir le maximum de résultat.

Au fond, deux réunions qui ne seront pas sans lendemain, car elles ont permis à certains camarades, de mieux se faire une idée de cette injustice flagrante, les expulsions administratives, et la nécessité de mettre tout en œuvre pour les abolir.

BEDARIEUX

Meeting Vial

C'est le vendredi 23 courant que notre camarade René G. Vial est venu tenir le meeting en faveur de Paul Vial, victime d'une erreur judiciaire.

Profitant de la circonstance, il fit l'exposé de l'expulsion administrative dont sont victimes les camarades étrangers. Alors que la plus grande liberté est laissée aux banquiers, mercantis et fraudeurs, fussent-ils étrangers, l'on poursuit impitoyablement les camarades qui reçoivent un journal qualifié subversif, assistent à une réunion, ou même essaient de se syndiquer.

Dans un pays qui se targue d'être à la tête de la civilisation, c'est une honte de laisser régner l'arbitraire et de permettre que le premier policier venu puisse de sa volonté faire expulser un homme qui ne lui convient pas.

Représentant l'affaire Vial, il nous raconta le travail de ce dernier en 1917 et 1918 pour faire arriver la paix plus vite ; il le montra au bagne, fier et calme, s'imposant même à ses gardiens par sa conduite.

Ensuite ce fut l'événement du bagne avec ses multiples dangers, son action lors de l'affaire Sacco et Vanzetti et enfin son retour dans l'enfer de Cayenne, où il espère que l'agitation des honnêtes gens le sortira du bagne.

Un assez grand nombre d'auditeurs écoutèrent notre camarade avec la plus grande attention et nous avons l'espoir que chaque assistant se fera demain un défenseur de Vial, victime du militarisme et d'une erreur judiciaire.

Spectateur.

LA CAVALERIE (CAMP DU LARZAC)

Conférence Paul Vial

L'autorisation donnée à notre camarade René Ghislain est à conserver, ne serait-ce que pour se rendre compte du pouvoir et des attributions que s'arrogeent certains membres de petites communes, au mépris même des lois en vigueur. Ainsi, il y a sur ce papier que notre camarade peut parler de choses corporatives, mais que la réunion ne devra avoir aucun caractère religieux, politique ou révolutionnaire.

Voilà des phrases qui pourraient nous faire croire que ce village n'est pas en France, car la Loi autorise à condition qu'un bureau y soit constitué, toutes les réunions, sous réserve des poursuites exercées contre l'orateur, si ses paroles outrepassent certaines limites.

Mais voilà des conditions qui, appliquées à la période électorale, doivent être très ennuyeuses pour les différents candidats : car eux viennent y parler politique et ce n'est pas le seul cas. L'ennemi, pourquoi le maire le laisse-t-il faire ses sermons ? Nous nous doutons bien que politiciens et prêtre ont toute latitude de parler à leur fantaisie et que c'est le seul titre d'orateur de l'union anarchiste qui a provoqué l'autorisation ainsi humiliée.

Enfin, malgré cet épisode courtois, la réunion eut lieu le samedi 24 courant devant un auditoire composé en grande partie d'ouvriers travaillant à la construction des baraques du camp militaire de Larzac, quel dommage que le maire ne se soit pas dérangé, il aurait appris les détails de l'affaire Vial, comment un innocent est au bagne pour avoir été pacifiste, il eût peut-être également connu les braves travailleurs étrangers sont brutalement expulsés de France pour avoir reçu un journal, ou assisté à une réunion. En résumé, bonne réunion de propagande vu le non être de brochures et de livres laissés dans le patelin.

L'Homme du Camp.

COURSAN

Après le meeting du Secours Rouge

En tournée dans la région, Giraud, délégué de son organisation, donna une réunion à Cour-

san, au cours de laquelle il sut montrer par des faits, les méthodes de répression qui, petit à petit, s'implantent dans ce pays, et nous mènent vers le fascisme.

Par un exposé sobre et bien documenté, mais exempt de tout parti-pris, il sut intéresser l'auditoire, hélas trop restreint qui assistait à cette réunion ; d'autant plus que les orateurs du P.C. et des organisations sous sa tutelle ne nous avaient pas habitués à tant de franchise et de bonne foi.

Les anarchistes furent souvent cités à cause de l'action de leurs militants, emprisonnés. Cela ne manqua pas d'être remarqué, car il y a à peine quelques mois, nous n'adions que des contre-révolutionnaires, voire des auxiliaires de la bourgeoisie.

Que cache ce changement d'attitude si subit et pour le moins inattendu ?

Quoiqu'il en soit, nous approuvons sans réserve l'exposé de Giraud, quand à la répression en France et dans les pays capitalistes, mais notre internationalisme nous fait un devoir de rappeler aux adhérents du « Secours Rouge » que les nécessités de la lutte pour arracher l'amnistie pleine et entière en France, ne nous font pas oublier les révolutionnaires russes exilés, emprisonnés et déportés injustement.

Le Groupe Libéraire.

LILLE

Après le pacte Kellogg

La guerre est mise hors la loi. Plus de quarante nations ont manifesté leur volonté de paix et déclaré ne plus vouloir avoir recours à la guerre pour régler les différends. Une ère de bonté et de fraternité va s'ouvrir.

Seulement, car il y a un « seulement », il faudra distinguer la guerre de défense de celles qui ne le sont pas. Ah ! Cette bonne blague ! Guerre de défense ! Pavillon couvrant la marchandise. Guerres de défense la guerre au Maroc, l'expédition de Syrie. Car chacun sait que la guerre avait attaqué le chasseur.

La guerre hors la loi ! Et jamais l'on ne vit tant de manifestations guerrières que maintenant. Toutes les semaines, les anciens combattants viennent déposer palmes et couronnes sur les monuments aux morts. Les cinémas jouent des films de guerre : Verdun, visions d'histoires ; Au service de la gloire, etc.

A l'inauguration d'un monument aux morts, la foule trouvant un caractère international au chant des gosses de l'école, entonne la « Marseillaise ».

A Elaples (Nord), un ivrogne, halluciné par les visions de guerre, blesse à coups de couteau deux passants.

Mettez la guerre hors la loi ne suffit pas, il faut la mettre hors les cours, hors les conventions, et c'est notre rôle, à nous, Anarchistes. Faisons une propagande active et incessante contre la guerre, contre le militarisme, contre l'esprit chauvin.

La loi est formelle : la guerre est hors la loi, n'est-ce pas seulement un droit de la combattre, mais encore un devoir légal. Camarades anarchistes pour une fois, respectons la légalité.

Mara

SETE-LAPEYRADE

Le 22 courant, une réunion fut organisée pour protester contre les expulsions en masse de nos camarades étrangers dont le seul crime est d'être nés de l'autre côté de la frontière. Notre camarade Ghislain, en un exposé succinct, dénonça l'arbitraire du Gouvernement français violant sa propre légalité, il retraça la triste odyssee de notre camarade Vial, qui expie au bagne le crime d'avoir eu le courage de protester pour essayer d'arrêter la vague de folie qui poussait les peuples à s'entre-gérer.

En résumé, bonne soirée, auditoire attentif. Nous espérons pouvoir organiser une autre réunion en janvier.

Barres.

P. S. — Toute correspondance pour le groupe de Caste-Frontignan doit être adressée à Barres Joseph, Traversé de la Bordelaise, Lapeyrate, par Frontignan (Hérault).

Communications Diverses

La Chanson de Paris. — La prochaine soirée organisée par « La Chanson de Paris » aura lieu le jeudi 6 décembre, à 20 h. 30, au « Palais des Fêtes », 132, rue Saint-Martin.

Les Poètes-Chansonniers Pierre d'Anjou, Marc Leclerc et le Compositeur Eugène David interpréteront les Chansons du Pays d'Anjou.

Les chansonniers Lucien Boyer, Henri Dickson, Maurice Dufresne, Jean Fragerolle et Paul Rispal se feront entendre dans leurs œuvres.

Mlle Andrée Gira, MM. Georges-Marcel, Félix Gilbert et Louis Gire interpréteront des Chansons et Poèmes de leur répertoire.

La séance se terminera par « Rosélida », opérette en un acte de Jeanne Leroy-Denis et Jean Texeraud, interprétée par Mlle Mary Rémy et Maurice Bandouin.

Le piano d'accompagnement sera tenu par Mme Alice Bernay.

La Muse Rouge, groupe des poètes et chansonniers révolutionnaires, donnera ses deux goûtes mensuels, matinée et soirée, dimanche prochain 2 décembre.

Au programme tous les camarades de la Muse et Marg. Greyval, Michel Herbert et Clotilde-Maupais.

La Muse Rouge fait appel aux camarades chanteurs ou chansonniers pour venir grossir ses effectifs.

Groupe Espérantiste Ouvrier. — Lundi, à 21 heures, à la Bourse du Travail (salle A des cours professionnels), le camarade Gaston Louis parlera : pri. Makina movado.

Ligue Internationale des Rétractés à toute Guerre. — Un journal anarchiste a l'intention d'entamer une polémique avec la Ligue. Nous ne voulons pas abuser des colonnes des journaux, déjà trop petites pour la propagande, aussi nous nous refusons toute discussion.

Les copains qui désirent plus amples renseignements sont priés de s'adresser à A. Martin, 72, rue des Prairies, Paris (XXV).

Conférences de « L'Idée Libre ». — Vous êtes cordialement invités à assister à la grande controverse publique qui aura lieu dans la grande salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton (métro : Saint-Michel), le mercredi 5 décembre, à 20 h. 30, sous la présidence de Han Ryner, entre MM. l'abbé Viollet, l'un des plus éminents orateurs catholiques de Paris, fondateur

La Vie de l'U.A.

PARIS-BANLIEUE

Groupe du 15^e. — Réunion vendredi 30, à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle.

Groupe du 20^e. — Jeudi 29, à 20 h. 50, réunion au local habituel.

Groupe Libéraire de Saint-Denis. — Réunion vendredi 30 novembre, à 20 h. 30. Bourse du Travail, 4, rue Suger.

En raison de l'ordre du jour qui comporte l'organisation du meeting contre les expulsions administratives et la discussion sur les anarchistes et les syndicalistes, tous se feront un devoir d'assister à cette importante réunion.

Groupe régional de Bezons. — La prochaine réunion du groupe aura lieu le samedi 1^{er} décembre, à 20 h. 30, salle de l'ancienne mairie, à Bezons. Les copains de Houilles, Carrières, Chailly, Saint-Germain, Courbevoie, Argenteuil, sont priés d'y assister.

Le groupe régional.

PROVINCE

Groupe de Lille. — Les camarades sympathisants et lecteurs du « Libéraire » sont invités à assister à nos réunions qui ont lieu tous les samedis, 142, rue de Wazemmes. Allons, camarades, un bon mouvement, des tâches urgentes nous sollicitent, soyez nombreux à nos prochaines réunions.

Groupe anarchiste communiste de Toulouse. — Réunion de tous les copains et lecteurs du « Libéraire », samedi 1^{er} décembre 1928, à 20 heures 30, chez Tricheux, 16, rue du Peyrou.

Organisation et moyens à envisager pour la campagne dans la région contre les expulsions administratives.

Groupes d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

DANS LE S. U. B.

Le Conseil général du S. U. B. réuni le jeudi 22 novembre, a décidé de faire un conseil élargi le jeudi 6 décembre, à 18 heures, salle de Commission, 4^e étage, Bourse du Travail. Des questions très sérieuses sont à l'ordre du jour, ainsi que le renouvellement du Bureau. Un appel est fait à tous les militants du S. U. B. pour qu'ils assistent à ce Conseil.

Permanence du dimanche. — Dimanche 2 décembre : Langlès ; dimanche 9 décembre : Andrieux ; dimanche 16 décembre : Vergonjeanne.

Cimentiers, maçons d'art et aides. — Cours de dessin le vendredi 30 novembre et le mardi 4 décembre, à 17 h. 30, salle B des Cours professionnels, à l'Entresol, Bourse du Travail.

DANS LES SYNDICATS

Chez les Terrassiers

Les candidatures pour le renouvellement du Bureau 1929 : secrétariat, conseil d'administration, commission de contrôle, sont reçues au siège, Bourse du Travail, 3, rue du Château d'Eau. Le livre restera ouvert jusqu'au 23 décembre 1928 inclus.

Avis important. — Les entreprises Landry et Allier ayant licencié leur personnel, les chômeurs sont priés de ne pas se présenter dans ces entreprises jusqu'à nouvel ordre.

Pour et par ordre :

Le secrétaire : Plessier.

Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Bâtiment et des Travaux Publics de France et des Colonies (13^e région). — Les syndicats adhérents à la 13^e Région Fédérale sont convoqués en congrès le dimanche 16 décembre, à 9 heures, à la Bourse du Travail de Paris, 3, rue du Château d'Eau.

Parmi les questions à l'ordre du jour : les rapports moral et financier ; la propagande ; la journée de 6 heures ; les accidents dans notre industrie et les délégués à la sécurité et l'hygiène ; le 1^{er} mars et le cahier des revendications.

Les organisations devront faire tout le possible pour se faire représenter à ce congrès dont l'importance ne peut échapper aux militants et principalement aux secrétaires.

Pour la Commission exécutive,

Le Secrétaire adjoint.

Jeunesse Syndicaliste de la Seine. — Réunion extraordinaire le vendredi 30 novembre 1928, à 9 heures précises, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 31.

Mardi 4 décembre, dans la même salle, causerie par le camarade Salès sur : le rôle des Jeunesses Syndicalistes.

Appel cordial est fait à tous.

Le Secrétaire.

du « Mariage Chrétien », et André Lorulot, délégué à la propagande de la Fédération Nationale des Libres Penseurs de France.

Sujet traité :

L'Eglise et l'Amour

Mariage et divorce, célibat et chasteté. La Liberté dans l'Amour et dans la Maternité. Les orateurs répondront aux questions qui leur seront posées, par écrit, le public, Les dames sont spécialement invitées.

Participation aux frais : 3 francs par personne.

« LE FLAMBEAU »

Organe d'action et d'éducation antireligieuse « Le Flambeau » adresse un pressant appel aux camarades susceptibles de lui fournir de la copie ou lui signaler des faits pouvant servir sa propagande contre les préjugés religieux et les forces d'obscurantisme.

Ecrire à Tréguer, Jean, Maison du Peuple, Bois de Boulogne, Brest (Finistère).

P. S. — Les camarades du Havre qui voudraient se charger de la vente du « Flambeau » peuvent se mettre en relation avec M. Roudat, 21 bis, rue Guillaume-le-Testu, au Havre, de la part de Tréguer, de Brest.

Les camarades de La Rochelle qui voudraient se charger de la vente du « Flambeau » peuvent se mettre en relation avec Mme Vallée, 36, rue Albert-1^{er}, de la part de Tréguer, de Brest.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : E. DELOREL.

Imprimerie spéciale du Libéraire

10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

TRIBUNE SYNDICALE

De la grève à la conciliation et l'arbitrage obligatoires

Nous avons vu dans le précédent article comment les leaders de la C. G. T. abandonnaient le principe de la grève pour aboutir à la conciliation et à l'arbitrage obligatoires.

Les prosélytes du principe nouveau s'efforcent à nous faire croire que ce changement d'attitude de la C. G. T. est la conséquence d'une évolution lente et réfléchie qui, tenant compte des réalités du monde moderne, adapte au mieux des intérêts de la classe ouvrière la forme de lutte correspondant aux circonstances.

Cette évolution, nous disent-ils, s'est opérée graduellement, d'étape en étape ; elle est une des preuves de la maturité de la C. G. T.

Nous verrons tout à l'heure ce qu'il faut en croire ; pour le moment, examinons les arguments qui étayent la valeur de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires.

Les grèves entraînent à leur suite un cortège de privations et de misère pour les travailleurs ; elles sont un expédient auquel se livre la classe ouvrière en désespoir de cause, lorsqu'elle ne trouve aucune issue aux conflits qui la mettent aux prises avec le patronat. La pratique de la grève coûte généralement très cher, non seulement aux ouvriers qui s'y livrent et à leur famille, mais encore à la grande masse des consommateurs ; elle est une arme primitive de combat. Enfin, depuis quelques années, peu nombreuses sont les grèves victorieuses.

D'autre part, dès qu'une grève éclate, les militants se préoccupent de rentrer en pourparlers avec les représentants du patronat et n'ont de cesse qu'ils n'y soient arrivés. Cette préoccupation les entraîne presque toujours à des démarches humiliantes auprès des personnalités politiques ou administratives susceptibles de servir de médiateurs. Quand la grève revêt quelque importance, les militants locaux sollicitent l'intervention des secrétaires fédéraux ou confédéraux auprès des pouvoirs publics ou du Gouvernement.

Naturellement, ces pratiques ne sont pas faites pour relever le prestige de la classe ouvrière et sa dignité en est fortement amoindrie.

Puisque la grève est la cause de misères, de désordre et d'humiliation, il faut, en faire l'économie. Il faut prévenir les conflits, mettre en présence les parties adverses, en l'occurrence la classe ouvrière et le patronat, les faire discuter. En causant, les chances de rapprochement augmentent, les points de friction diminuent. Un compromis devient possible.

Or, il existe un moyen d'arriver à ce résultat : il faut compléter la législation du travail et préciser les rapports entre le travail et le capital ; il faut, par une loi, rendre la conciliation obligatoire qui forcera les parties à causer de leurs intérêts.

Malgré tout, il est bien entendu qu'aucune sentence ne sera prononcée et que la conciliation n'aura rapport avec l'arbitrage obligatoire. Elle laisse la faculté aux parties en présence de reprendre leur liberté d'action au moment qu'il leur conviendra. Par conséquent, la classe ouvrière n'a pas à craindre la conciliation obligatoire ; elle n'est pas une restriction à ses droits, au contraire, elle y ajoute.

Lorsque les ouvriers auront une revendication à faire valoir et qu'ils se heurtent à l'intransigence patronale, ils soumettront leur différend à l'organisme de conciliation qui convoquera les deux parties. Si les représentants patronaux font défaut ou, si se présentant, ils n'admettent aucun compromis, leur mauvaise foi sera évidente. Alors la sympathie de l'opinion publique ira aux travailleurs.

Les méthodes de persuasion, de libre discussion, sont préférables aux méthodes d'action directe ; elles sont une aspiration vers le progrès, vers plus de justice, de compréhension, de fraternité et de démocratie.

Les méthodes d'action directe appartiennent au passé ; nous ne les renions pas, mais nous disons qu'elles étaient le produit d'un état de choses. Celui-ci s'étant modifié, les méthodes doivent être changées.

Voilà, loyalement exposés, les arguments des partisans de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires.

Le changement d'attitude de la C. G. T. dans cette question ne peut pas être considéré comme une évolution, encore moins comme une évolution lente procédant d'étape en étape.

L'état d'esprit qui domine aujourd'hui dans la C. G. T. n'a pas attendu les circonstances présentes pour naître. Il n'est pas le produit d'un état de choses nouveau ; il est contemporain de l'action directe. Seule, la scission de 1921, en détruisant l'équilibre entre l'un et l'autre lui a permis d'élendre son règne sur une fraction importante du prolétariat organisé.

Le problème qui nous intéresse aujourd'hui, à savoir la conciliation et l'arbitrage obligatoires, n'est nullement le produit d'un état de choses nouveau. Au début de ce siècle, Millerand l'aborda résolument et déposa même un projet de loi qui vit se dresser contre lui ceux-là mêmes qui, actuellement, s'engagent dans cette voie.

Au Congrès Confédéral de Toulouse, en 1910, Merrheim fut le rapporteur d'une résolution contre l'arbitrage (tout court) qui fut votée par Jouhaux, Lapiere, Le-noir, Blanchard et bien d'autres militants que nous rencontrons aujourd'hui dans une position différente. Loin de nous l'idée de jeter l'anathème contre ces hommes pour avoir changé d'opinion. Nous leur reconnaissons l'entière liberté de varier leur interprétation des choses et des événements ; mais, de grâce, qu'ils ne s'évertuent pas à nous faire croire que ce sont les choses qui ont changé.

Par l'organe de son secrétaire général, la C. G. T., après avoir appelé que l'idée du recours à l'arbitrage obligatoire n'avait

jamais eu l'approbation des masses ouvrières, affirmait en mai 1920 que les syndicats ne se laisseraient pas museler et qu'on les trouverait toujours prêts à la résistance contre tout ce qui pourrait porter atteinte au droit syndical, lequel droit contient explicitement le droit de grève.

Notons que ce langage, que cette attitude se situe après la guerre et après la révolution russe, donc dans un état de choses nouveau, entièrement différent du stade qui prend fin en 1914, et sensiblement identique au stade actuel.

L'équilibre entre les deux grandes interprétations des faits sociaux — la scission n'était pas consommée — explique seul cette attitude, car la lente évolution se réduit à peine à un lustre et aucune subtilité de langage ne nous fera accroire qu'il est intervenu de plus grands bouleversements sociaux de 1921 à 1925 que ceux que nous avons connus de 1914 à 1920.

Nous ne nions pas que la situation présente soit différente de celle d'avant-guerre. Bien au contraire, nous l'affirmons. Mais dans quel sens s'est-elle modifiée pour la classe ouvrière : en bien ou en mal ? De la réponse à cette question dépend la position à prendre.

La classe ouvrière ne connaît-elle pas une exploitation accrue ; n'est-elle point la seule proie d'un mercantilisme éhonté ; ne porte-t-elle pas la charge d'un budget surgonflé d'année en année ; ne voit-elle pas son droit syndical contesté pratiquement en dépit de toutes les adhésions politiques à son bonheurs ; ses libertés élémentaires ne sont-elles pas violées cyniquement par un pouvoir de plus en plus arbitraire ? La classe ouvrière ne rencontre-t-elle pas, dans tous ses conflits avec le capital, la force armée scientifiquement modernisée mise gracieusement au service de son adversaire par l'Etat, dont elle assume toutes les dépenses ? Enfin, chose grave, parmi les plus graves, n'est-elle point dépossédée — de sa capacité professionnelle qui faisait sa force et était sa dignité par les méthodes nouvelles de production ? Voilà quelle est la nature du changement intervenu. Voilà le nouvel état de choses, c'est-à-dire l'ancien aggravié mille fois. Alors, moins que jamais, ne se justifie l'abandon par la classe ouvrière des méthodes d'action directe.

La marche vers le progrès, la justice, la fraternité, à l'aide des méthodes de persuasion et de libre discussion ! oui, parlons-en !

L'esclave ne peut causer à son maître librement que par la révolte. Autrement, il ment.

Le travail, cet esclave moderne, ne persuadera jamais le capitalisme à la cause de son affranchissement, car le Travail affranchi, c'est la mort du capitalisme et celui-ci n'est nullement disposé à jouer le rôle de Sylla, alors qu'il jouit d'une domination absolue.

La discussion libre suppose l'égalité. La liberté ne se conçoit que dans l'égalité des conditions sociales ; autrement, elle est un leurre. Quant à la fraternité, cet amour des hommes, elle ne peut s'épanouir que dans la justice.

Donc pas d'égalité, pas de liberté.

Pas de liberté, pas de justice : donc pas de fraternité.

(A suivre)

A. GUIGUI.

CORDIALEMENT

J'ai dit la semaine dernière ce que serait cette tribune syndicale. Je pensais avoir été suffisamment clair pour être compris de tous nos lecteurs. Je juge utile cependant d'y revenir à la suite d'une lettre du délégué de la 13^e région fédérale du bâtiment (C. G. T. S. R.), qui me personnellement a eu quelque équivoque ne subsiste quant au caractère de cette chronique. Tout le monde y gagnera.

Contrairement à ce qu'affirme la lettre en question, *Le Libéraire* ne veut pas servir uniquement la propagande d'une C. G. T. démodée, il veut au contraire, indépendamment des C. G. T., juger leurs théories et leurs actes. S'il y a en effet une orientation nouvelle au *Libéraire*, ce n'est nullement au profit d'une C. G. T. quelconque. Je le dis la semaine dernière, je le répète aujourd'hui.

Nos camarades de la 13^e région comprendront pourquoi l'administration du *Libéraire* leur a demandé de condenser leurs articles lorsqu'ils sauront que tout ce qui concerne le mouvement syndicaliste — convocations comprises — doit dorénavant tenir dans les deux colonnes de la tribune syndicale.

Je demande amicalement à mes amis du bâtiment de se pénétrer que le *Libéraire* est un journal lu dans tout le pays et par des ouvriers de toutes professions, et qu'en conséquence il ne peut accepter des articles hebdomadaires d'un groupement professionnel traitant uniquement des questions corporatives et